l'Anticapitaliste

N°100 | SEPTEMBRE 2018 | 4 €

la revue mensuelle du NPA

DE L'AIR, OUVREZ LES FRONTIÈRES

L'Union européenne dans l'incertitude

Tchécoslovaquie 1968 : le printemps de Prague

Quelques leçons d'un printemps social agité

Sommaire

EDITORIAL

Marie-Hélène Duverger
«Réfractaires» d'ici et d'ailleurs, unissons-nous contre Macron et son monde! **P3**

PREMIER PLAN

Julien Salingue Quelques leçons d'un printemps social agité **P4**
Henri Wilno L'Union européenne dans l'incertitude **P6**

DOSSIER

Yann Cézard De l'air, ouvrez les frontières! **P9**
Régine Vinon La gauche et les réfugiés: capitulation en rase campagne **P12**
Claude Charvet Toujours d'actualité «On bosse ici, on vit ici, on reste ici!» **P14**
Denis Godard Campements de migrantEs : des zones à défendre **P17**
Entretien avec Suzel et Gibi «Les procès sont une des façons d'essayer de décourager les personnes qui aident les réfugiés» **P19**

LECTURES

Henri Wilno Le premier âge du capitalisme (1415-1763), d'Alain Bihr
Tome 1: L'expansion européenne **P21**
Gérard Florenson Note critique de lecture
Un député à… la ferme, de François Ruffin **P22**

REPÈRES

Anna Libera et Charles-André Udry Tchécoslovaquie 1968: le printemps de Prague **P25**
Jean-Philippe Divès
Il y a cent ans, dans la Révolution russe : l'instauration de la «Terreur rouge» **P29**

INTERNATIONALISME

Catherine Samary Samir Amin – ou la raison d'être d'un nouvel internationalisme **P33**

FOCUS

Régine Vinon Il y a 80 ans, la conférence d'Évian Déjà le refus d'accueillir les réfugiés **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : http://npa2009.org/publications-npa/revue. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une : DR.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : http://www.diffusion.presse@npa2009.org.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste
la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:
Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès, Ugo Palheta, Laurent Ripart, Julien Salingue, Virginia de la Siega, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.
Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:
Ross Harrold

Diffusion:
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:
0519 P 11509

Numéro ISSN:
2269-370X

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage:
3 000 exemplaires

Maquette et impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Photothèque rouge MILO

«Réfractaires» d'ici et d'ailleurs, unissons-nous contre Macron et son monde!

PAR MARIE-HÉLÈNE DUVERGER

Pas sûr que les baignades dans la piscine nouvellement construite au fort de Brégançon aient suffit à débarrasser Macron d'une poisse qui lui aura collé à la peau dès la fin de l'eucharistie footballistique. Entre les différentes « affaires » (Benalla, Nyssen, Kohler, Besson), la démission inopinée de Hulot, les valses-hésitations à propos du prélèvement à la source, les chiffres impossibles à cacher du désastre de ParcourSup, la Macronie a connu un été pourri… qui pourrait bien augurer une rentrée difficile pour le gouvernement.

SALE ÉTÉ POUR MACRON

C'est avec « l'affaire Benalla » que la période estivale a mal commencé pour Macron et le gouvernement. Avec la chute de cette petite frappe du piédestal sur lequel le président l'avait propulsé en toute impunité, c'est une partie du voile d'hypocrisie recouvrant la véritable nature de la clique au pouvoir qui s'est brutalement déchirée. Après avoir frôlé l'overdose de discours pontifiants déversés en boucle dans les médias sur la « probité » de Macron, et sur ce que son élection signifiait du « renouvellement de la vie politique » et du retour de la « transparence », on aurait pu d'ailleurs en rire… S'il ne s'agissait pas en fait des méthodes d'un État, d'une police, d'un personnel politique aux mœurs pourries, qui n'hésitent jamais devant la violence, le mensonge, l'illégalité lorsqu'il faut défendre les intérêts des dominants. Que Macron, Collomb, Philippe mettent leurs mocassins vernis dans les traces des bottes sales de barbouzes au service d'un appareil d'État lui-même au service des capitalistes n'est certes pas une surprise pour beaucoup d'entre nous. Mais que cela éclate largement au grand jour, au moment-même où la politique du gouvernement est de plus en plus ouvertement contestée, combattue, détestée, est un élément supplémentaire dans la maturation d'une crise sociale et politique. Cela va être par exemple un peu plus compliqué pour le pouvoir de faire gober toutes ses fables sur la « violence » des manifestantEs et le « professionnalisme des forces de l'ordre ». Comme cela risque aussi d'être un peu plus compliqué de faire croire que « l'écologie est une des priorités de l'action gouvernementale » après la sortie théâtrale de Hulot qui avait pourtant jusque-là réussi à avaler de grosses couleuvres ! Quant aux plaintes en cours contre la ministre de la Culture Nyssen ou contre le secrétaire général de l'Élysée Kohler, gageons que, quel que soit leur destin judiciaire, elles ne vont pas contribuer à rehausser le prestige du gouvernement…

DR.

CE QUI EST POURRI FINIT PAR TOMBER OU SE DÉCOMPOSER…

En voyage au Danemark le 29 août, Macron a laissé échapper une petite phrase dont il a le secret, à la fois provocatrice et transpirant le mépris de classe, au sujet des *« Gaulois réfractaires »*. L'esprit de résistance qui anime une frange significative de notre camp social deviendrait-il une obsession pour Macron… qui se rêvait en Jules César écrasant la classe ouvrière avec des légions au service du capital ? C'était de *« l'humour »* a-t-il plaidé les jours suivants, devant l'ampleur des réactions. Après les *« fainéants »*, les *« cyniques »*, les gens *« qui ne sont rien »*, on commence à être vaccinés contre ces qualificatifs utilisés par Macron pour désigner celles et ceux qui renâclent à se soumettre à une idéologie vantant les mérites du recul social, ou qui résistent d'une manière ou d'une autre à sa politique. Derrière le visage lisse et les paroles lénifiantes, la guerre de classe est à l'œuvre. Et sans doute pour Macron n'est-elle pas encore menée à un rythme assez soutenu. Il a effectivement encore de vastes champs à mettre à feu et à sang, en premier lieu l'indemnisation-chômage, les retraites, la fonction publique et la Sécu. Les calendriers sont calés, les « consultations » dans les ministères avec la plupart des directions syndicales continuent de plus belle, le rouleau compresseur semble toujours aussi puissant. Et pourtant, on sent que malgré son arrogance et sa volonté d'en finir une bonne fois pour toutes avec la contestation sociale, le pouvoir en place pourrait finir par perdre des batailles dans la guerre sociale. Le mouvement des cheminotEs et la mobilisation étudiante du printemps dernier, toutes les luttes incessantes du monde du travail, malgré la désorganisation entretenue par les bureaucraties syndicales, les mobilisations toujours en cours contre les grands projets inutiles et imposés, comme à Bure ou à Flamanville, et tous les reculs arrachés pied à pied à des patrons ou à des directions (dans la santé, dans le commerce, dans le nettoyage, à la Poste, à Notre-Dame-Des-Landes,…) montrent la voie pour la construction d'un vrai mouvement d'ensemble contre Macron et ses donneurs d'ordres capitalistes. Rien n'est joué certes. Mais ni dans un sens ni dans l'autre. Et pour enfin gagner face à Macron, si touTEs les « réfractaires » s'y mettent au même moment, il n'y aura pas besoin de potion magique ! ❑

Quelques leçons d'un printemps social agité

PAR JULIEN SALINGUE

En cette rentrée, alors qu'une nouvelle batterie d'attaques est à l'agenda du gouvernement Macron, il nous a semblé utile de revenir sur les mobilisations du printemps dernier, afin de tirer certains bilans politiques utiles – espérons-le – pour les discussions dans la gauche radicale et révolutionnaire, et pour les prochaines mobilisations.

Il faut commencer par nommer les choses: les mouvements de défense de la SNCF et contre la sélection dans les universités ont été défaits par un gouvernement adepte de la politique du rouleau compresseur. Défaits au sens où les contre-réformes ont été adoptées et sont déjà, en ce qui concerne l'université, en place, et où il n'y a pas eu de sursaut immédiat lors de la rentrée de septembre. Ces défaites vont avoir des conséquences concrètes, sur les conditions de travail des personnels de la SNCF, sur la qualité du service public ferroviaire, sur les conditions d'études, sur l'accélération de la reproduction sociale par la sélection, etc., mais aussi sur la confiance collective dans la force des mobilisations. Il est indispensable d'en avoir conscience afin d'éviter certaines erreurs du passé, courantes dans les rangs de la gauche radicale, consistant à ne voir, dans les mobilisations défaites, que les éléments positifs – et ils existent, nous y reviendrons –, en oubliant commodément les conséquences – déplaisantes Maus réelles – d'une «non-victoire».

Hermann Krebs

UN GOUVERNEMENT DÉTERMINÉ

Lorsqu'une mobilisation ne parvient pas à obtenir gain de cause, deux grands types d'explications – qui sont évidemment liés – peuvent être fournis: des explications «internes» et des explications «externes». En ce qui concerne ces dernières, nul doute que la nature particulière du gouvernement Macron, caractérisé notamment par une double identité libérale (économiquement) et autoritaire (politiquement et socialement), est un élément déterminant. Le pouvoir macronien a un véritable projet de société, fondé sur un ultra-libéralisme dont les objectifs sont de développer toujours plus le principe de socialisation des pertes et de privatisation des profits, de détruire les garanties et solidarité collectives et les mécanismes de défense des salariéEs, et de renforcer les mécanismes de coercition de toute remise en cause de l'ordre établi. Dans une telle perspective, sa détermination à écraser le mouvement des cheminotEs, bastion symbolique, s'il en est, de la contestation des politiques de régression sociale, était particulièrement marquée et, même si, comme on l'a appris pendant l'été, les sommets de l'État ont été saisis de doute lorsque la mobilisation se développait, sa volonté d'assumer un niveau relativement élevé et conflictualité politique et sociale est demeuré inchangé.

Il ne faut pas oublier les circonstances dans lesquelles Macron a été élu, et sur la base de quelle feuille de route il a reçu le soutien d'importants secteurs du capital: austérité, libéralisations, privatisations, destruction du «modèle social» (santé, retraites, chômage), étouffement de la contestation, etc. Macron ne pouvait décemment pas perdre la face lors de sa première grande «bataille sociale», lui qui avait jusqu'alors, notamment avec les ordonnances lors de la rentrée de septembre 2017, réussi à avancer ses pions sans susciter de réaction collective d'ampleur.

DES DIRECTIONS SYNDICALES DANS UNE LOGIQUE D'ENCADREMENT

Mais la détermination du gouvernement n'explique pas tout. On a en effet connu des gouvernements déterminés, des Premiers ministres «droits dans leurs bottes», qui ont été contraints de reculer sous la pression d'une mobilisation massive et durable. Et à cet égard, force est de constater que le mouvement social n'a pas pu, n'a pas su, construire un rapport de forces suffisant pour contraindre le pouvoir à reculer.

La politique des directions syndicales a évidemment posé d'importantes difficultés. C'est devenu une (mauvaise) habitude: une absence de volonté, notamment à FO et à la CFDT (mais aussi à la FSU), de construire des cadres unitaires interprofessionnels; des dates de mobilisations «centrales» éloignées dans le temps et sur la base d'appels sectoriels; une intersyndicale, à la SNCF, dont les choix concernant les modalités de mobilisation n'ont pas permis de construire un rapport de forces suffisant et, surtout, des cadres d'auto-organisation; une radicalité verbale (notamment à la CGT) proportionnelle à la volonté de ne pas permettre de «débordement» du calendrier syndical; au total, une politique d'encadrement de la mobilisation, avec tout de même des différences de positionnement entre les organisations syndicales, notamment du côté de la CGT, qui a accompagné une base plus combative que du côté de la CFDT ou de FO.

Mais «accompagner» ne signifie pas «tirer vers l'avant» et se donner les moyens de faire faire des «sauts» à une mobilisation. Le calendrier 2/5 et l'absence de volonté d'œuvrer à des convergences avec d'autres secteurs en s'appuyant sur la mobilisation de la SNCF ont favorisé l'isolement des cheminotEs et leur perte de confiance progressive dans leur capacité de faire reculer le gouvernement sur sa contre-réforme.

LA DIFFICULTÉ À CONSTRUIRE DES CADRES D'AUTO-ORGANISATION

Il ne s'agit évidemment pas de rendre les directions syndicales seules responsables de l'absence de victoire des cheminotEs, à moins de vouloir se cantonner au rôle de spectateur/commentateur de la lutte des classes. Difficile de passer à côté d'autres facteurs, qui ne vont pas sans poser de questions aux militantEs révolutionnaires. On a en effet pu constater une faible construction, au niveau local, du mouvement, qu'il s'agisse de la mobilisation étudiante ou de la mobilisation à la SNCF, qui s'explique notamment par un phénomène général de recul de la confiance dans les capacités collectives de mobilisation, mais aussi par un affaiblissement des équipes militantes, un manque de cadres syndicaux, une érosion de la mémoire des luttes (et des victoires), etc. Il existe certes des exceptions, mais elles ont plutôt tendance à confirmer la règle: si le refus de la politique de Macron est bien présent, de même que la combativité dans certains secteurs, le découragement pèse et rend difficile la mise en place de structures durables d'auto-organisation, seules à même de déborder les directions syndicales en imposant un autre calendrier, d'autres formes de mobilisation et des convergences «par en bas». Et si des expériences de ce type ont été tentées, à l'initiative de militantEs révolutionnaires, avec entre autres l'intergares en Ile-de-France, tentative de sortir du carcan imposé par les directions syndicales est d'être force de proposition pour le mouvement, elles n'ont pas suffi à renverser la vapeur.

Dans le milieu étudiant, les capacités d'intervention de l'UNEF se sont extrêmement réduites en quelques années et les syndicats plus «radicaux» n'ont pas (eu) la capacité de proposer une réelle direction (dans tous le sens du terme) à la mobilisation, ce qui a favorisé un développement de l'influence des courants autonomes et la tendance au repli sur l'université comme lieu à occuper et à défendre: une préoccupation légitime mais pas auto-suffisante, surtout lorsqu'elle ne sert pas à développer des cadres auto-organisés se posant les questions de l'élargissement de la mobilisation et de la nécessité qu'elle se dote d'une direction et d'un plan de bataille.

DES POINTS D'APPUI POUR LA SUITE

L'ensemble de ces éléments négatifs (mais factuels) ne doivent pas, toutefois, masquer les aspects positifs de la mobilisation, qui sont autant de points d'appui pour la suite, et qui méritent d'être versés à la discussion. L'AG intergares est un bon exemple des initiatives qui montrent à la fois les limites et les potentialités de la situation politique et sociale. L'intergares a en effet souffert de la principale difficulté du mouvement: elle n'était pas tant la somme d'expériences d'auto-organisation des AG de gares que le symptôme du manque d'auto-organisation, et donc l'endroit où se retrouvaient des militantEs parmi les plus combatifs. Mais cet espace est devenu un lieu incontournable de construction de la grève, un point d'appui, montrant que, lorsque des militantEs déterminés proposent des cadres unitaires, larges et combatifs, cela rencontre un écho et joue un rôle positif dans la mobilisation.

De même, l'exceptionnelle durée de la grève à la SNCF, les forts taux de grévistes qui démentaient chaque semaine les pronostics relatifs à «l'essoufflement du mouvement», ainsi que l'intensité de la bataille idéologique (victorieuse) menée par les cheminotEs et leurs soutiens, sont des éléments positifs et des indicateurs du rapport de forces global. Au total, nombreux sont celles et ceux, parmi les cheminotEs qui, sans fanfaronner à propos d'une quelconque «victoire» face au projet de contre-réforme, n'ont rien perdu de leur combativité et sont très loin de penser qu'ils ont subi une défaite en rase campagne, revendiquant une fierté d'avoir tenu tête à la Macronie et une disponibilité pour les batailles à venir.

Enfin, l'échec de la mobilisation contre la sélection à l'université et l'absence de manifestations de masse des étudiantEs et lycéenEs ne doit pas faire oublier la très forte participation aux assemblées générales (avec des milliers d'étudiantEs dans diverses universités, dépassant parfois les chiffres du CPE) et la «majorité d'opinion» qui s'est exprimée, dans diverses enquêtes auprès de la jeunesse, quant au refus de la sélection. Le défi n'est en ce sens pas tant, même si la bataille des idées demeure indispensable, de gagner une légitimité idéologique, que de proposer des formes et des rythmes de mobilisation permettant au plus grand nombre de s'y investir, en ayant la conviction que la victoire est possible. Vaste chantier…

ALLIER RADICALITÉ ET MASSIVITÉ

Dans de nombreux secteurs, une combativité s'est ainsi exprimée, qui démontre que la partie est loin d'être gagnée pour Macron. Combativité souvent doublée d'une radicalité, qui a pu prendre des formes diverses, entre autres avec le développement du phénomène du «cortège de tête», qui a pu regrouper, à Paris, plusieurs milliers de manifestantEs, jeunes, précaires, chômeurEs, syndicalistes, salariéEs, etc., exprimant un positionnement de rupture par rapport à l'agenda et aux modalités de mobilisation proposés par l'intersyndicale. Ceci doit, au même titre que l'immobilisme, voire la résignation, largement présents dans le monde du travail, attirer notre attention. Il s'agit bien de trouver un point d'équilibre en évitant deux écueils: se couper de la majorité de notre camp social en faisant preuve de suivisme à l'égard des secteurs radicalisés; refuser, au nom de la nécessité d'une mobilisation de masse, de considérer cette radicalité comme un élément du rapport de forces et un potentiel point d'appui pour le renverser.

C'est en recherchant cet équilibre entre, d'une part, volonté d'entraîner largement pour construire un indispensable mouvement de masse et, d'autre part, refus de se contenter d'accompagner la résignation, que le NPA a, modestement mais sûrement, pris sa part dans la bataille du printemps. La constitution d'un cadre unitaire, composé des organisations politiques de toute la gauche, a été un point d'appui dans la bataille idéologique et dans la rupture de l'isolement que pouvaient ressentir certains cheminotEs. Ce cadre de front unique en soutien à la lutte de la SNCF et aux services publics s'est avéré être une pierre importante dans la construction d'une riposte unitaire à la politique de Macron, qui s'est ensuite élargie aux syndicats et aux associations avec la «Marée populaire». Dans le même temps, le NPA et ses militantEs n'ont cessé de défendre, en toute indépendance, la nécessité de déborder le cadre imposé par l'intersyndicale, de construire des convergences et de sortir de la logique des «journées d'action» pour aller vers une grève interprofessionnelle et le blocage du pays.

DES CHANTIERS À CREUSER

Cela n'a pas suffi, en raison principalement des éléments «négatifs» avancés plus haut. Cependant, il n'en demeure pas moins que des points ont été marqués, notamment dans la diffusion de cette idée simple que radicalité et massivité ne s'opposent pas, mais peuvent au contraire se nourrir, et qu'il n'y a pas de fatalité dans les divisions entre organisations de gauche lorsqu'il s'agit de résister à l'ultra-libéralisme. Mais les limites sont là, et constituent autant de chantiers à creuser: une campagne politique nationale, aussi unitaire soit-elle, n'est pas auto-suffisante et nécessite de se décliner localement, avec des comités d'action réunissant militantEs politiques, salariéEs grévistes, usagerEs, jeunes, etc. ; la «convergence» n'est pas une formule magique, et peut même prendre des allures de tautologie lorsque certains prônent la «convergence des luttes» autour du mot d'ordre de… la «convergence des luttes», sans lui donner de contenu revendicatif réellement unifiant; l'intervention consciente et déterminée des militantEs révolutionnaires ne suffit pas à inverser les tendances lourdes à l'œuvre dans le mouvement ouvrier et dans le salariat, qui posent des défis immenses, principalement la reconstruction d'une conscience et d'une confiance de classe. Ce sont ces chantiers qui nous attendent en cette rentrée, qui se déroule dans le double contexte d'une fragilisation de la Macronie et d'une volonté d'approfondir encore un peu plus l'offensive ultra-libérale. Un contexte potentiellement explosif, que nous avons aborder à la lumière, entre autres, de l'expérience de la mobilisation du printemps, avec une conscience claire de ses limites et de ses atouts. ❑

L'Union européenne dans l'incertitude

PAR HENRI WILNO

Tout semble se conjuguer pour mettre en échec l'Union européenne et rendre incertain son avenir, tandis que montent les droites extrêmes et racistes. Dans ce contexte, maintenir un cap internationaliste est essentiel.

Signature du traité CECA (1951) DR

L'Union européenne (UE – nous utiliserons ce terme pour désigner ce qui s'est appelé dans le passé Marché commun et Communauté économique européenne) est née après la Seconde Guerre mondiale avec une double détermination: l'aspiration des peuples à ce que plus jamais il n'y ait de guerre en Europe, mais aussi, pour les dirigeants européens et des États-Unis, reconstruire au plus vite une Europe capitaliste face au «bloc soviétique».

Au départ, le projet des initiateurs était d'«avancer sur deux jambes». Une jambe économique: en 1951 est mise en place la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui jette les bases de politiques communes dans ce secteur industriel alors primordial. Et une jambe explicitement politique: en 1952 est signé le traité instituant la Communauté européenne de défense (CED) qui prévoit une armée «européenne» intégrée à l'OTAN et donc subordonnée à l'état-major US. En 1954, le Parlement français rejette la CED et le projet est définitivement enterré. Le volet économique va donc désormais prédominer avec, en 1957, la signature du traité de Rome instituant le Marché commun.

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AU MARCHÉ COMMUN

Durant cette période de gestation de l'Union européenne actuelle, le mouvement ouvrier ne pèse guère. La méthode adoptée par les gouvernants et les technocrates est celle de la négociation intergouvernementale discrète (avec consultation des lobbies patronaux), les parlements ne sont consultés que sur des textes achevés, et donc à prendre ou à laisser, alors que plane encore le souvenir des désastres de la guerre. En France, la gauche est divisée. La social-démocratie pare d'un verbiage internationaliste (qui ne l'empêche pas de mener la guerre d'Algérie) son ralliement au capitalisme et à l'alliance étatsunienne. Le parti communiste et la CGT dénoncent les projets capitalistes mais défendent avant tout et de façon virulente des positions anti-allemandes et anti-américaines: *«Pour la France, la réalisation du Marché commun c'est l'acceptation de l'hégémonie allemande.»* écrit ainsi en 1956 Jean Duret directeur du Centre d'études économiques de la CGT [1].

Les marxistes-révolutionnaires critiquent l'Europe telle qu'elle se construit, tout en formulant un point de vue internationaliste; Ernest Mandel, à la fois militant en Belgique et dirigeant de la IVe internationale, essaie en 1958 de définir ce que devrait être l'attitude du mouvement ouvrier belge face au Marché commun [2]: *«Constater que les prédictions socialistes concernant la centralisation et l'internationalisation croissantes de la vie économique se confirment de plus en plus est une chose; approuver sans critique toutes les mesures dans ce sens comme justes ou progressives en est une autre. [...] Chaque cas concret [...] réclame [...] une analyse précise des mesures proposées et de leurs répercussions sur l'économie et la société en général, à la lumière de l'idéal et des principes socialistes. [...] Malgré toutes les critiques que nous avons à formuler, le traité de Rome est un fait, même s'il ne nous plaît pas. Il impose des cadres nouveaux à notre action. [...] Il faut mettre à nu les prémisses naïves, simplistes et irréelles du credo libre-échangiste. Mais il faut le faire du point de vue socialiste, internationaliste, non en partant d'un nationalisme aussi étroit qu'anachronique. À l'Europe des trusts nous opposons les États-Unis socialistes d'Europe, non pas "l'idéal" d'États souverains s'entourant de barrières douanières de plus en plus épaisses.»* Mandel insiste sur la nécessité d'une action coordonnée du mouvement socialiste et syndical européen pour peser au niveau européen, tout en ne renonçant pas à la lutte sur un plan national: *«Il s'agit donc d'engager résolument, sur le plan belge, la lutte pour les réformes de structure et pour un début de planification, quitte à nous joindre à toute tentative de réaliser ces réformes et cette planification à l'échelle internationale, dès qu'une possibilité concrète se présente dans ce sens. Il va sans dire que les socialistes [...] préféreraient une planification internationale aux mesures planistes forcément limitées qu'on pourrait appliquer sur la seule étendue de notre territoire. Mais ils préfèrent ces dernières aux aléas d'une économie européenne libérale.»*. Ce texte est à la fois daté (il a été rédigé aux tout débuts du Marché commun) et marqué par son objectif immédiat (dirigé vers la gauche du parti socialiste belge, il a été écrit dans une revue de ce parti) mais la démarche exposée reste d'actualité.

LA PRÉGNANCE DU LIBÉRALISME

D'emblée, l'Union européenne est marquée par le dogme économique libéral et ses initiateurs sont conscients des conséquences: *«Il est fatal que l'intégration économique limite la liberté de chaque pays quant à son système social...»* déclare ainsi en 1957 un dirigeant belge cité par E. Mandel. Ceci dit, il ne faudrait pas tomber dans l'illusion que les mesures antisociales viendraient de «Bruxelles» – de la Commission européenne – : à l'époque et aujourd'hui encore, les États nationaux et les bourgeoisies sont moteurs dans les offensives contre les acquis sociaux et les services publics. Toutefois, dans le contexte social et politique de la période de lancement de l'UE, sont prévus des amortisseurs à l'impact du libre-échange et de la concurrence (par l'entremise de fonds européens) pour limiter l'approfondissement des écarts entre États ou entre régions et pour gérer l'agriculture.

Jusqu'au début des années 2000, l'Union semble avancer irrésistiblement, mettant en place de nouvelles politiques et s'élargissant au sud puis à l'est. En 1986, dans un contexte de fin de la période d'expansion économique d'après-guerre et de mise en œuvre un peu partout en Europe de politiques d'austérité, l'Acte unique européen représente un pas en avant supplémentaire de l'Europe capitaliste avec la libre-circulation totale des marchandises et des capitaux. Dans la même logique est défini en 1996 le statut du travail détaché qui l'assimile à une prestation de service au lieu de relever de la circulation des travailleurEs d'un pays à l'autre. C'est ce qui fonde la possibilité de dumping social, et il n'est donc pas question d'aller vers une uniformisation des droits sociaux entre les États-membres. Quant à l'harmonisation des règles fiscales, elle patine, pour le plus grand bonheur des multinationales et des grandes fortunes... Les services publics doivent quant à eux être libéralisés et, à terme, privatisés (du moins pour leurs segments rentables). Il n'y a pas, en revanche, de politique industrielle européenne: Airbus repose ainsi sur un accord particulier entre des gouvernements.

Le rouleau compresseur néolibéral va avancer au fil des traités et des sommets européens, avec une étape essentielle: le traité de Maastricht en 1992, qui renforce les règles auxquelles sont soumises les budgets nationaux et, avec la création de l'Euro, met en place une banque centrale européenne (BCE) indépendante des États et du Parlement européen, mais pas de la finance.

UN ÉDIFICE DE PLUS EN PLUS MINÉ

Dans les années 2000, les nuages s'accumulent: la «stratégie de Lisbonne» qui voulait faire de l'Union européenne *«l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010»* est un échec, et les inégalités entre les États se renforcent. Après la crise de 2008-2009, un «fédéralisme autoritaire» néolibéral se met en place: la Commission européenne (avec l'appui du Conseil européen où siègent les États-membres) se met à intervenir dans tous les aspects des politiques économiques et sociales. Retraites, salaire minimum, protection sociale, système de négociations collectives: désormais la Commission se mêle de tout, allant au-delà des compétences de surveillance budgétaire que lui donne le TSCG (traité sur la stabilité et la gouvernance budgétaire de 2012). Et cet autoritarisme est encore plus fort vis-à-vis des États (Grèce, Portugal, Espagne, Chypre, Irlande) mis plus ou moins longuement sous la tutelle de la Commission et de la «Troïka» (BCE, Commission, FMI).

DR.

L'édifice européen est en fait de plus en plus miné par des facteurs de natures diverses qui tendent à freiner toute initiative, sauf les préconisations austéritaires. L'Euro n'a protégé ni de la crise, ni du chômage de masse, ni de la concurrence entre économies: il est donc moins attrayant. Le traité de Maastricht prévoyait que tous les États adhérant à l'UE finissent par adopter l'Euro (le Danemark et le Royaume-Uni en étant exemptés) ; en fait, plusieurs États-membres n'ont plus du tout cet horizon (au total huit n'utilisent pas l'Euro). Ce qui complique considérablement les mécanismes de prise de décision au sein de l'UE et pose la question d'un renforcement des mécanismes spécifiques à la zone Euro. Gouvernements et Commission se disent favorables à une réforme, mais sans être d'accord sur son contenu. L'idée d'un «budget de la zone Euro» est mise en avant par Emmanuel Macron, qui en a fait un axe prioritaire, mais le gouvernement allemand reste réservé. Hors de la sphère directement gouvernementale, certains comme l'économiste Thomas Piketty (qui a soutenu Benoît Hamon) imaginent quant à eux de nouvelles institutions spécifiques à la zone Euro et jusqu'à une nouvelle assemblée [3]. Malgré leurs différences d'inspiration (Piketty critique fortement la politique de Macron), ces propositions ont un trait commun: entériner une forme de division de l'Union européenne.

Le mécontentement populaire vis-à-vis de politiques présentées comme émanant de l'UE (alors que, répétons-le, les gouvernements nationaux y ont une responsabilité majeure) a favorisé le vote pour le Brexit et, dans plusieurs États (Pologne, Hongrie, Autriche et, dernièrement, Italie), l'arrivée au pouvoir de partis nationaux-conservateurs, ou franchement d'extrême droite, ou de coalitions soutenues par l'extrême droite (Danemark). Ces gouvernements poursuivent souvent (avec quelques nuances) les politiques libérales de leurs

prédécesseurs, mais tentent de se dédouaner en stigmatisant les immigrés. Il est significatif que, lors de la formation du gouvernement italien en mai dernier, la Commission européenne et le président de la République italienne aient fait pression pour écarter la nomination d'un ministre critique de la zone Euro tout en admettant sans gros problème les tirades xénophobes de Salvini, le nouveau ministre de l'Intérieur. Pour ces gouvernements, le mot d'ordre est «immigration zéro», ce qui ne convient pas tout à fait aux autres dirigeants européens pour des raisons diverses: maintien d'une façade humaniste, réalisme, utilité d'une main-d'œuvre surexploitée pour certains secteurs économiques....
Enfin, il y a Poutine, Trump et un contexte international de plus en plus

Manifestation en Grèce DR

troublé face auquel l'Union européenne se révèle fragile, divisée ou désarmée. Déjà en 2003, plusieurs des pays d'Europe centrale et orientale avaient soutenu l'offensive américaine en Irak, ce qui avait mis en fureur Chirac qui avait alors déclaré que ces États avaient «manqué une occasion de se taire» en manifestant leur solidarité avec Washington. Maintien des sanctions économiques prises contre la Russie après l'annexion de la Crimée, rapports politiques, économiques et militaires avec les États-Unis, relations avec l'Iran, attitude face à la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël: face à toutes ces questions l'UE est en difficulté ou divisée. Le cas iranien est à cet égard symptomatique. Trump décide de dénoncer l'accord de 2015 et menace les entreprises poursuivant leurs relations avec l'Iran; pour riposter l'UE met en vigueur une «loi de blocage» qui interdit aux entreprises européennes de se plier aux injonctions étatsuniennes, mais la plupart des multinationales ont déjà décidé de le faire: elles refusent de se voir fermer le marché US et, si elles n'y sont pas présentes, d'être sanctionnées car elles utilisent le dollar qui demeure l'instrument de la majeure partie des transactions internationales.

UNE AUTRE EUROPE EST NÉCESSAIRE... MAIS PAS À L'ORDRE DU JOUR AVEC L'UE

Il est impossible de savoir sur quoi débouchera la crise actuelle. L'internationalisation du capital se poursuit (la prise de contrôle d'Opel par PSA en 2017 en est une illustration) mais le «grand capital» n'est pas une réalité unifiée qui maîtrise à tout moment les aléas politiques: si tel était le cas le «Brexit» n'aurait pas eu lieu, Trump ne serait pas président des États-Unis et le résultat des élections italiennes aurait été différent. Comme le souligne Daniel Tanuro [4], *«il est faux de penser que le "grand capital" se dresserait à tout moment comme la statue du Commandeur pour faire et défaire des gouvernements imparfaits à ses yeux. Le capital n'existe que sous la forme de capitaux nombreux qui se font concurrence [...]. Tous ont des intérêts partiellement divergents. Ils s'unissent pour agir politiquement quand un danger exceptionnel menace leur système d'exploitation, mais ce n'est pas le cas pour le moment avec Trump»*... et dans l'Union européenne. L'avenir de cette dernière reste donc incertain.
Il est certes vraisemblable que le gouvernement allemand pense que l'Allemagne ne serait pas en meilleure situation face aux États-Unis, à la Chine, etc., si l'Union européenne disparaissait ou se fragmentait trop. D'autant que l'espace économique européen est essentiel: 58% des exportations allemandes de 2016 sont allées vers l'Union européenne. Depuis des années, les dirigeants français, italiens, espagnols, etc., ont la même position. Cela peut conduire la sphère dirigeante européenne et les dirigeants français et allemands (suivis par d'autres) à faire preuve de volontarisme pour essayer de donner un coup d'arrêt à une désagrégation lourde de risques potentiels. Et déboucher sur la concrétisation des projets d' «Europe à deux vitesses». À l'inverse, une paralysie de l'UE sous le poids des contradictions entre bourgeoisies et gouvernements nationaux ne peut être écartée.
Le décalage est en tout cas évident entre les discours des gouvernants et l'Europe réelle à laquelle sont confrontés salariéEs, petits agriculteurEs, retraitéEs, chômeurEs. Les mensonges des gouvernements, de gauche et de droite, sont les fossoyeurs de l'idée européenne aux yeux de *«ceux d'en bas»*. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir. Il ne s'agit pas non plus de dénoncer «l'Europe allemande», mais bien d'avancer une politique en rupture avec les traités de l'Union européenne qui ont institué des mécanismes de décision sur lesquels les travailleurEs n'ont aucune prise, et constitutionnalisé le capitalisme libéral.
Programmatiquement, les anticapitalistes sont favorables à une «Fédération socialiste des travailleurs et des peuples». Dans l'immédiat, il s'agit de défendre, au niveau national et au niveau européen, une série des mesures d'urgence à dynamique transitoire contre la dictature des marchés et l'austérité, en rupture avec le rejet des immigréEs et les logiques guerrières. ❑

1.Jean Duret, «Que signifie le Marché commun dans une Europe capitaliste?» (juillet 1956), en ligne sur https://www.cvce.eu/obj/jean_duret_que_signifie_le_marche_commun_dans_une_europe_capcapitali_juillet_1956-fr-5285eec7-a7ee-4bb3-a905-0d1504f2ba38.html
2.Ernest Mandel, «Réflexions socialistes sur le traité de Rome» (1958), en ligne sur http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/reflexions-socialistes-sur-le
3.Thomas Piketty, «Rénover la gauche: "Pour un vrai gouvernement de la zone euro"», le Monde, 12 janvier 2017, en ligne sur https://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/01/12/renover-la-gauche-pour-un-vrai-gouvernement-de-la-zone-euro_5061781_3232.html
4.Daniel Tanuro, Le Moment Trump, une nouvelle phase du capitalisme mondial, Démopolis 2018.

De l'air, ouvrez les frontières!

PAR YANN CÉZARD

C'est le slogan que nous opposons, de manif en manif, à la politique criminelle des États, de tous les États, européens. Car leur bilan, depuis 2015 et sans remonter plus loin, ce sont des dizaines de milliers de morts. Des femmes, des hommes, des enfants noyés ou disparus sur les routes de l'exil, aux portes de l'Europe.

Le dossier qui suit est donc consacré à deux choses. Dénoncer, bien sûr, cette politique et ses conséquences monstrueuses. Mais aussi, dans un deuxième temps, rappeler les luttes, les résistances, à travers trois exemples, parmi tant d'autres. La grève des travailleurs sans papiers en France, en 2008 et en 2009. Les efforts pour survivre, s'organiser, résister des migrants à Calais. La mobilisation de citoyens, dans la vallée de la Roya, pour venir en aide aux réfugiés qui passent d'Italie en France au péril de leur vie.

ADVERSAIRES COMPLICES

Car plus que jamais l'Europe se veut une forteresse. Tous les gouvernements se sont entendus là-dessus, les uns l'assument cyniquement et en font un argument électoral, les autres le font dans l'hypocrisie. C'est ce qu'a montré récemment le tout dernier bal des hypocrites, ou conseil des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Le nouveau ministre de l'Intérieur italien d'extrême droite, Salvini, ayant décidé d'empêcher les navires chargés de migrants sauvés en mer d'accoster dans les ports de l'Italie, Macron a condamné l'immoralité et l'irresponsabilité de la décision, mais a lui-même refusé les ports français aux réfugiéEs. Tout en faisant voter la pire loi anti-immigréEs de l'histoire récente, une loi qui vise de fait à enterrer le principe même du droit d'asile sans le dire vraiment. Le sommet risquait paraît-il de tourner au conflit ouvert et irréconciliable entre les «xénophobes» (Salvini, Orban, le chancelier autrichien Kurz...) et les «humanistes» (Macron, Merkel...). Une plaisanterie quand on sait que ce qui les oppose, c'est moins leurs principes que leurs postures et surtout la situation particulière de leurs pays, car il y a en Europe les pays de «première ligne», portes d'entrée des réfugiéEs venus de l'autre côté de la Méditerranée, les autres de «seconde ligne», comme la France. Et ceux-là, singulièrement la France, ont en réalité durci leurs lois contre les immigrantEs, refusé massivement le droit d'asile aux demandeurs, refoulé brutalement celles et ceux qui parvenaient à leurs frontières, et de fait laissé les pays de première ligne se débrouiller. Tout en condamnant bien sûr le non respect des règles de l'humanité, et du droit international, des Italiens ou des Hongrois...
Il était donc logique qu'au-delà de leur jeu d'oppositions largement hypocrites, ils s'entendraient sur une chose: puisque les États comme la France refoulent les réfugiéEs qui d'abord passent par l'Italie et les pays du sud du continent, puisque des États comme l'Autriche, l'Italie, la Hongrie, sont prêts désormais à assumer ouvertement leur mépris de la vie humaine et accessoirement du droit international sur l'accueil des réfugiéEs, puisqu'ils refusent tous finalement de recevoir un nombre conséquent de réfugiés, alors la solution d'entente réside dans une externalisation de ce que ces gens appellent le «problème migratoire» : renforcer les frontières extérieures de l'Union européenne, et bloquer les réfugiéEs et les migrantEs dans des camps situés dans des pays à l'extérieur de l'Europe, du Maroc à la Turquie. C'est déjà après tout le sens de l'accord signé avec Erdogan, dont le pays accueille 3 millions de réfugiéEs, notamment syriens. C'est le sens des pressions qui s'exercent déjà sur un pays comme la Tunisie, dont le gouvernement est sommé d'ouvrir ce genre de «hotspots» sur son territoire, sous peine de se voir fermer les maigres facilités financières ou commerciales qui lui ont été accordées.

DR.

ANGÉLISME?

Face à cette barbarie d'État nous assumons donc pleinement cette revendication de l'ouverture des frontières. Liberté de circulation et d'installation, et régularisation de tous les sans-papiers. Ce n'est pas pour nous un simple slogan. C'est une affirmation de principe.
Alors certains nous reprochent volontiers notre «angélisme» (notre irresponsable bêtise). Même à gauche certains ne s'en privent pas, en écho à Sahra Wagenknecht, co-fondatrice du mouvement «Aufstehen» en Allemagne. Comme par exemple Jean-Luc Mélenchon, assez représentatif d'un fort courant au sein de ce qu'il est encore convenu d'appeler «la gauche». Ain-

si, le 25 août 2018, dans une interview au *Monde*, il se dit favorable à la *«régularisation des travailleurs sans papiers, mais pas pour le déménagement permanent du monde, ni pour les marchandises ni pour les êtres humains». Et précise: «Je n'ai jamais été pour la liberté d'installation et je ne vais pas commencer aujourd'hui. Est-ce que, s'il venait 10 000 médecins s'installer en France, ce serait une chance? Oui.»* Dernière remarque qui sous couvert d'ouverture, s'inscrit dans la ligne politique… de «l'immigration choisie». Dans un livre d'entretiens avec Marc Endeweld (de l'hebdomadaire Marianne), Mélenchon confirme cette position: *«Si on ne veut pas que les gens viennent, il vaut mieux qu'ils ne partent pas [de leurs pays]. Et il faut cesser de croire que les gens partent par plaisir. Donc éteignons l'une après l'autre les causes de leur départ. Elles sont très simples, c'est la guerre et la misère.»* Puis il se dit *«fatigué»* des discussions *«où les fantasmes s'affrontent les uns avec les autres»*. D'un côté, *«ceux qui hurlent sans réfléchir et s'en remettent à des expédients sécuritaires». De l'autre, «ceux pour qui il est normal que tout le monde puisse s'établir où il veut, quand il veut. Passeport, visas et frontières n'existeraient pas.»*

Angéliques, puisque nous faisons partie de ces naïfs pour qui «passeports, visas et frontières n'existeraient pas», nous nous contenterions donc d'une position purement morale, dénuée de toute chance de se réaliser pratiquement, conforme ni aux intérêts réels du mouvement ouvrier, ni au principe de réalité, et notamment à cette vieille formule ressassée ad nauseam, «la politique c'est l'art du possible».

Or dire que notre revendication d'ouverture des frontières est une affirmation de principe, cela signifie d'abord que nous ne la subordonnons à aucune considération prétendument pragmatique, notamment à aucun calcul économique plus ou moins sordide. Un calcul toujours fait du point de vue d'une société, et d'une économie, capitalistes. Du type: l'immigration est-elle une richesse ou un fardeau? La France peut-elle accueillir toute la misère du monde?

SUR LE «RÉALISME» DES POLITICIENS GARDE-FRONTIÈRES

Pourtant il y aurait des choses à dire même sur ce terrain miné des coûts et des bénéfices. Si on s'y hasardait, on verrait aisément à quel point les arguments «réalistes» de ceux qui ferment les frontières et font la chasse au migrant, sont fallacieux. L'immigration «coûterait cher» ? Elle apporte pourtant aux économies occidentales une main-d'œuvre qui travaille dur, en général peu coûteuse, qui rapporte beaucoup à ceux qui veulent bien l'exploiter. Quand les migrantEs sont non qualifiés, ils sont durement surexploités. Quand ils sont qualifiés, ils sont encore durement exploités, mais en plus leurs compétences, leur formation, n'ont pas coûté un sou à la société d'accueil. L'immigration pèserait trop lourd sur les systèmes de protection sociale? Rien qu'en France, les études menées depuis des décennies tendent à montrer que pour ce qui est des immigréEs, l'assurance maladie est plutôt excédentaire, et encore plus l'assurance-retraite! Seraient déficitaires, en ce qui les concerne, les allocations familiales… et la branche accidents du travail – maladies professionnelles de la Sécu. Car c'est le très douteux «privilège» des travailleurEs immigrés, qu'ils soient des migrants dits ««économiques» ou des réfugiés détenteurs du droit d'asile, qu'ils soient avec ou sans papiers: ils sont en moyenne davantage soumis que les autres aux ravages de l'exploitation, à ses maladies et ses accidents, autre signe en creux qu'ils rapportent gros à leurs exploiteurs, au patronat, mais aussi, il ne faut pas l'oublier, à tous les bons Français contents qu'ils soient là pour construire leurs ponts et leurs routes, faire leur ménage et leurs vérandas. Plus risible encore, l'aplomb avec lequel l'essentiel de la classe politique française, du PS à LR en passant par LREM, nous serine qu'on doit fermer les vannes de l'immigration, et d'un autre côté que pour des raisons démographiques, le vieillissement de la population française et la baisse du nombre d'actifs par rapport aux nouveaux retraités, il faudrait travailler toujours plus vieux (et du coup mourir plus jeunes). L'immigration n'apporterait-t-elle pas le surcroît d'actifs nécessaire? Quel problème alors, sinon le fait qu'ils ne sont pas de «chez nous» ?

Faut-il enfin, une fois de plus, rapporter le nombre de réfugiéEs qui frappent aux portes de l'Europe ces dernières années, à la population totale du continent, et à sa richesse? Soit un petit 1%.Faut-il à nouveau comparer le nombre dérisoire de réfugiés accueillis en France, par rapport aux trois millions qui vivent exilés en Turquie, aux millions qui sont au Liban, en Jordanie, en Éthiopie, au Soudan?

Au petit jeu, un peu sordide quand même quand on voit le sort fait à ces millions de malheureux, du «combien ça coûte», les «réalistes» ne sont pas forcément ceux que l'on croit. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler cela face aux arguments mensongers de l'extrême droite et des partis dits de «gouvernement». Mais soyons francs, cela ne change sans doute pas grand-chose sur le fond de l'affaire. Les calculs sur le coût de l'immigration ne sont que des sornettes et des prétextes pour justifier des politiques racistes. Et l'inverse est vrai… pour nous. Nous sommes pour l'ouverture des frontières non parce que ça ne coûte pas si cher aux sociétés capitalistes européennes, mais du point de vue des intérêts généraux de l'humanité, parce que nous refusons d'être complices de toutes les conséquences barbares de ce système. Parce que nous n'irons pas, par démagogie électorale ou lâcheté politique, dans le sens de ces «braves gens» qui, et ils sont légion en Europe, voudraient le beurre et l'argent du beurre, profiter à leur humble niveau de citoyen européen de l'exploitation des richesses et des travailleurEs du monde entier, ne pas se révolter des pires crapuleries de nos gouvernements, le soutien aux dictatures «amies», la vente à celles-ci des armes les guerre les plus sophistiquées, et parfois des expéditions militaires directes, se réjouir des ventes de Rafale à des clients du sang plein les mains, et en même temps ne pas vouloir, ici, dans nos rues, de celles et ceux qui fuient, pour sauver leur peau, les conséquences de ce désordre mondial terrifiant qu'est l'ordre impérialiste.

Photothèque rouge Pierre Duvert

UN VIEUX DILEMME DU MOUVEMENT OUVRIER

Il se fait entendre cependant, et de plus en plus, une petite musique plus insidieuse, plus perverse, pour nous faire marcher au même pas que les dresseurs de barbelés et les expulseurs. Les frontières, ce serait l'intérêt de la classe ouvrière, parce que leur ouverture, l'immigration massive, ce serait l'arme des trusts pour faire baisser les salaires, dégrader les conditions de travail.

L'extrême droite utilise l'argument depuis bien longtemps. Mais il ne lui est pas propre. C'est une question qui a agité, et divisé, le mouvement ouvrier dès ses origines.

Car si la classe ouvrière fut d'emblée composée de multiples nationalités, le mouvement ouvrier n'a pas été pour autant toujours internationaliste. Indépendamment des préjugés xénophobes, présents dans la classe ouvrière comme ailleurs, indépendamment même de la dégénérescence de nombreuses organisations, politiques ou syndicales, il y eut parfois de graves dérives politiques pour des militants ouvriers sincères, et pas spécialement xénophobes eux-mêmes. Quand, dès le milieu du XIXe siècle, le patronat «importait» des Irlandais en Grande-Bretagne ou des Belges et des Italiens en France, nombre de travailleurs «natifs» eurent le réflexe de se défendre contre la concurrence organisée par le patronat en luttant… contre les immigrés eux-mêmes. Le pire eut lieu en 1893, à Aigues-Mortes, où les Salines employaient des travailleurs aussi bien français qu'italiens. À la suite de fausses rumeurs, un demi-millier de personnes, armées de gourdins, de pelles et de fusils, se livra à un véritable pogrom contre les Italiens, en massacrant des dizaines. Tous les Italiens furent licenciés et expulsés. C'est dans la foulée de ce drame que fut réalisé pour la première fois un programme de fichage des résidentEs étrangers en France, et que furent proposées les premières lois de restriction de l'immigration. Ce raisonnement fallacieux amena, en France, la première loi restrictive de l'immigration en 1899, œuvre… du ministre «socialiste» Millerand. Les industriels ne pouvaient plus faire appel à la main-d'œuvre étrangère que dans des proportions comprises entre 5 et 30% des effectifs. La loi aggrava surtout les contrôles policiers sur les immigrés…

Un peu partout des syndicats réclamèrent très tôt des clauses protectrices contre l'emploi de travailleurs étrangers, voire la fermeture des frontières.

Une telle politique se prétendait déjà «réaliste», et apparaissait parfois convaincante, même pour des travailleurEs dénués de préjugés racistes. En attendant la plus ou moins utopique «société socialiste», où les frontières pourraient toujours disparaître, comment limiter la pression à l'exploitation engendrée par l'immigration, sans limiter cette immigration elle-même? Quand d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon évoque la nécessité de lutter contre les causes de l'immigration en instaurant paix et prospérité partout dans le monde, il ne fait pas que montrer de l'humanisme en «justifiant» l'exode des migrants aujourd'hui, il reprend aussi une vieille hypocrisie courante dans l'histoire du mouvement ouvrier: puisque la lutte pour rendre ce monde plus juste prendra du temps (surtout si on se réjouit par ailleurs des succès commerciaux du Rafale…), en attendant il faut bien protéger nos frontières et limiter l'immigration…

Mais ce vieux raisonnement, de court terme, qui consiste à demander à l'État de limiter la circulation des travailleurs et de protéger les travailleurs du cru par les frontières, a toujours abouti à une sinistre impasse. Il y a toujours eu des politiciens de la bourgeoise pour s'en saisir, pour attiser les divisions entre les travailleurEs et finalement tous les affaiblir. Les appels à la «protection» contre les travailleurEs étrangers, avec en fait pour résultat immédiat une discrimination dans le travail, les tâches les plus pénibles et les moins payées pour les immigréEs, le monopole des meilleurs postes de travail pour les nationaux, n'ont jamais mené qu'à une mise en concurrence directe encore plus violente des nationaux et des immigrés. La bourgeoisie n'a pas eu trop de mal à retourner en sa faveur ces «revendications», réactionnaires, que reprenaient des travailleurEs ou leurs organisations, aidant ainsi à préparer de futures attaques contre eux-mêmes.

La seule politique viable pour le mouvement ouvrier, c'est l'internationalisme, c'est non seulement organiser une solidarité d'un pays à l'autre, mais aussi organiser les travailleurEs immigrés et les entraîner dans les luttes de toute la classe ouvrière. Les accueillir non comme des briseurs d'acquis sociaux mais comme des sœurs et frères de lutte. Encore faut-il pour cela lutter contre tout ce qui divise la classe ouvrière, et ne pas réclamer des frontières supposées protéger les travailleurEs français et européens… et font crever des dizaines de milliers de migrantEs, et réduisent à la clandestinité et à la misère des centaines de milliers d'autres. ❑

Photothèque rouge MILO

La gauche et les réfugiés : capitulation en rase campagne

PAR RÉGINE VINON

Il y a bien longtemps que la gauche gouvernementale a déserté ce qui constituait ses racines dans le domaine des frontières et de la solidarité internationale. L'ouverture, l'accueil des populations réfugiées, l'aide aux plus démunis, l'internationalisme, ont été jetés par dessus bord au fur et à mesure de l'alignement sur le système capitaliste.

Il n'y a plus grand monde actuellement pour s'opposer aux idées xénophobes, nationalistes, en vogue actuellement dans toute l'Europe. La gauche a déposé les armes idéologiques. Et même si cette attitude timorée ne date pas d'aujourd'hui, elle est encore plus flagrante à l'heure où des milliers de réfugiéEs fuient des pays en guerre, des dictatures, ou les désastres dus au réchauffement climatique. Et où nombre d'entre eux meurent en Méditerranée. Ces morts suscitent l'émoi, et des politiciens comme Benoît Hamon en ce moment, jouent sur la corde sensible, mais l'essentiel est ailleurs, avec la capitulation de l'ensemble de la gauche sur le thème de prédilection de la droite et de l'extrême droite : l'immigration.

Sous les gouvernements de gauche aussi, la police arrête et expulse les exilés DR

LA GAUCHE A DÉPOSÉ LES ARMES FACE À L'EXTRÊME DROITE

En 1991, Michel Rocard, ministre socialiste, laissa sa triste empreinte en affirmant que la France ne pouvait pas accueillir *« toute la misère du monde »*, une expression qui a fait florès depuis. Cette antienne nous est dès lors resservie ad nauseam. Les pays occidentaux auraient atteint les limites de leurs capacités d'accueil. On entend des arguments hypocrites du type : comment accueillir dignement des réfugiéEs alors que le chômage frappe la population ? Ou alors : on ne peut pas en accueillir certains pour ne pas créer un « appel d'air ». Alors que 86% des réfugiéEs sont accueillis par des pays limitrophes de zones de conflit, des pays beaucoup moins développés que nos vieux pays européens.

La réalité est beaucoup plus prosaïque : la gauche gouvernementale a choisi de défendre la société actuelle, elle s'est positionnée du côté des puissants, dans leur guerre contre la population. On le voit parfaitement dans sa politique économique au service des patrons. C'est sous un gouvernement de gauche que le code du travail a été le plus ouvertement attaqué, avec les lois El Khomri. La gauche livre les salariéEs pieds et poings liés aux grosses entreprises. Dans ce cadre, elle ne peut certainement pas dire que le chômage est dû à l'avidité des capitalistes. Alors, elle va jusqu'à laisser entendre que la faute en incomberait aux immigréEs en général et aux réfugiéEs en particulier.

La gauche n'a pas hésité à présenter l'immigration comme un « problème ». Fabius, sous Mitterrand, n'avait-il pas déclaré que sur l'immigration, l'extrême droite posait les bonnes questions mais apportait de mauvaises réponses ? Comme si les immigréEs étaient un fardeau, alors que leur travail enrichit ce pays depuis des lustres ! Les gouvernements de gauche successifs n'ont changé aucune des lois prises auparavant contre les immigréEs, mais les ont au contraire mises en œuvre. Hollande a exclu toute régularisation collective, et, comme tous ses prédécesseurs, a mis allègrement à la poubelle la promesse de donner le droit de vote aux étrangerEs installés sur le territoire. Alors, si un parti comme le Front national en France, et tant d'autres en Europe, peuvent apparaître aux yeux d'une fraction des salariéEs comme un parti susceptible de défendre leurs intérêts, c'est d'abord parce que le passage des différents gouvernements de gauche ont démoralisé leurs électeurs populaires. Mais c'est aussi parce que les esprits ont été préparés par les dirigeants de gauche, PS et PC confondus, qui se placent sur le terrain de la défense de la nation et des « Français d'abord ». En témoigne cette intervention de Georges Marchais en janvier 1981 : *« En raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine »*, Et le slogan du PCF était à l'époque « Produisons français ! », slogan qu'on peut rapprocher de la défense de l'industrie française, souvent mise en avant actuellement par les syndicats. Cela n'a guère de sens à l'heure de la mondialisation, car les monopoles français, bien de «chez nous», Renault, EdF, Orange, Veolia, Saint-Gobain, Carrefour, Alstom, Bolloré, Areva, Total, SFR, etc., sont tous largement implantés sur toute la planète. Mais de « fabriquons français » à « fabriquons français avec des Français », il n'y a qu'un pas, allègrement franchi par le FN. L'argument le plus souvent utilisé pour ne pas s'opposer à la xénophobie ambiante, est de ne pas faire monter l'extrême droite en se rendant sur son terrain de prédilection. Conséquence : la gauche ne développe aucun programme, aucun argumentaire sur la nécessité d'accueillir les réfugiéEs qui fuient leur pays. Et pourtant, cette politique de lâcheté devant les coups de la droite et de l'extrême droite contre les plus démunis, qui dure depuis quarante ans, a abouti sur le résultat que l'on connaît : l'extrême droite se porte comme un charme dans toute l'Europe. La stratégie visant à opposer les plus pauvres entre eux est parvenue à faire de l'immigration une question décisive pour nombre de FrançaisEs : une aubaine pour la droite et l'extrême droite, un sujet de honte à gauche.

La solidarité existe DR

MÉLENCHON, DES RELENTS NATIONALISTES

Dans ce contexte, la crainte de se mettre à dos l'électorat populaire à cause d'un programme qui paraîtrait trop favorable à l'immigration a également gagné Jean-Luc Mélenchon.

Considéré comme le plus à gauche de tous les « grands candidats » lors de la dernière présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, au lieu de défendre fermement les convictions internationalistes, et d'expliquer les causes réelles des problèmes de la population, a édulcoré son discours ces dernières années : en 2012, il avait une tonalité pro-immigrés : liberté d'installation, rétablissement de la carte unique de dix ans, abrogation de toutes les lois votées depuis 2002, régularisation des sans-papiers, fermeture des centres de rétention entre autres. Il empruntait des accents lyriques : *« L'immigration n'est pas un problème. La haine des étrangers, la chasse aux immigrés défigurent notre République : il faut en finir, affirmait son programme L'Humain d'abord. Les flux migratoires se développent dans le monde, ils mêlent des motivations diverses. La France ne doit pas les craindre, elle ne doit pas mépriser [leur] immense apport humain et matériel. »* À la dernière élection présidentielle, changement de ton : il insiste sur le fait d'aider les réfugiés à rester chez eux, en arrêtant les guerres notamment – certainement avec une baguette magique ? *« Je n'ai jamais été pour la liberté d'installation, je ne vais pas commencer aujourd'hui »*, expliquait-il en 2016. Et depuis, il met en cause les migrations économiques : *« Pour l'instant, il n'y a pas moyen d'occuper tout le monde, alors je préfère le dire »*, a-t-il déclaré sur France 2 en 2017.

Mélenchon accrédite l'idée d'un lien entre immigration économique et chômage, ce que l'histoire et les comparaisons internationales invalident, selon les termes du spécialiste des migrations, François Gemenne, *« au début des années 1930, la France a pratiqué l'expulsion massive des étrangers, sans remédier en rien au manque d'emplois ; des pays comme le Canada comptent de nombreux immigrés économiques, mais très peu de chômeurs. De plus, régulariser uniquement les clandestins titulaires d'un contrat de travail risque de s'avérer périlleux, puisque la condition de sans-papiers contraint justement à travailler au noir »*.

LES SEULS ÉTRANGERS, LES PATRONS

Et pourtant, touTEs les militantEs et sympathisantEs de gauche savent que ce ne sont en aucun cas les « étrangers » qui sont la cause de la misère, mais bien les grandes sociétés capitalistes, d'origine française ou non. Ce sont elles qui, dans la période d'après-guerre, avaient besoin de travailleurEs pour la reconstruction, allant jusqu'à organiser des réseaux pour faire venir de la main-d'œuvre à bon marché en provenance du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Et aujourd'hui, alors que cette main-d'œuvre non qualifiée n'est plus aussi nécessaire dans nos pays, pour cause de délocalisation des centres de production industrielle dans des pays à bas coût, les politiciens au service de la bourgeoisie prétendent que les étrangerEs viennent manger le pain des Français.

C'est comme cela à chaque crise économique. Ce qui change, c'est le discours de la gauche. Par exemple, à la fin du XIX^e siècle, lors de la grande dépression, la gauche affichait un discours cohérent sur l'immigration, en prônant la nécessaire alliance entre travailleurs français et immigrés contre le patronat : *« Les ouvriers étrangers (Belges, Allemands, Italiens, Espagnols) chassés de leurs pays par la misère, dominés et souvent exploités par des chefs de bande, ne connaissent ni la langue, ni les prix, ni les habitudes du pays, sont condamnés à passer par les conditions du patron et à travailler pour des salaires que refusent les ouvriers de la localité »*, écrivaient par exemple les socialistes Jules Guesde et Paul Lafargue en 1883. Cette ligne fut celle des principaux partis de gauche pendant les décennies de croissance du XX^e siècle, puis pendant ce qu'on a appelé les « Trente glorieuses » d'après-guerre.

Les fractures sont apparues pendant les périodes de crise : dans les années 1930, alors que le chômage explose à la suite de la crise de 1929, des pétitions circulent pour demander l'expulsion des étrangers. Le socialiste Ramadier présente un texte prévoyant de stopper l'immigration. Quarante ans plus tard, la crise des années 1970 va de nouveau voir les socialistes et les communistes se renier.

Or, les travailleurs immigrés ne font pas seulement partie intégrante du prolétariat. C'est le prolétariat dans son ensemble, dans toutes les métropoles industrielles du monde, qui s'est formé par l'immigration. Par vagues successives, au gré des cycles économiques, au gré des relations de subordinations établies entre les différents pays du monde, le capitalisme a apporté de la main-d'œuvre là où il en avait besoin. Il a contraint des générations de prolétaires, venus des campagnes, à s'installer dans les villes, ou d'autres, venus d'anciens pays colonisés, à trimer dans les nouveaux centres de productions. Et c'est bien grâce à eux, à leur travail, que nos pays ont pu devenir des pays riches.

Heureusement, que ce soit à l'initiative de l'extrême gauche, d'ONG, de simples citoyens ou de municipalités, partout en Europe, des initiatives d'accueil se multiplient. Depuis les sauvetages en Méditerranée jusqu'à la vallée de la Roya ou au camp de Grande-Synthe, en passant par les militants syndicaux qui soutiennent les luttes sur la régularisation des sans-papiers, est donnée à voir une autre réponse que celle défendue comme la seule possible par tous les gouvernements, droite et gauche confondues. ❑

Toujours d'actualité «On bosse ici, on vit ici, on reste ici !»

PAR CLAUDE CHARVET

Retour sur les grèves des sans-papiers initiées en 2008-2009 en France, qui entrent largement en résonance avec l'actualité.

Photothèque rouge MILO

Alors que les gouvernements et tous les démagogues, de l'extrême droite jusqu'à une partie de la gauche, nous présentent la «vague des migrants» tentant de rejoindre l'Europe comme un «problème», des patrons du tourisme et de la restauration réunis le 19 juillet dans un Conseil interministériel se sont déclarés à court de main-d'oeuvre et ont demandé au gouvernement de s'empresser d'accorder le droit de travailler à des migrantEs. *«Les restaurateurs et les hôteliers sont dans les starting-blocks»* a dit Didier Chenet, président du Groupement national des indépendants de l'hôtellerie-restauration: *«On attend maintenant du gouvernement qu'il donne des papiers à ces personnes. La formation, le boulot, on est là pour les fournir»*.
Dans le même temps en Italie, l'embauche de migrants pour la production d'oranges, de kiwis ou d'olives en Calabre fait l'actualité. D'une part parce que leur situation illégale mais tolérée leur vaut d'être notoirement sous-payés (35 ou 40 euros par jour contre 60 pour un travailleur agricole déjà mal payé), d'autre part et surtout parce qu'ils se sont rebiffés, ont manifesté [1]. Et n'oublions pas que la largesse apparente avec laquelle Angela Merkel avait dans un premier temps accueilli près d'un million de migrantZs en Allemagne, répondait d'abord à une demande de main-d'œuvre du patronat allemand.
Car si les grands États se montrent intraitables en matière d'accueil, si des gouvernements surenchérissent en matière de chasse aux migrantEs et démagogie xénophobe voire raciste, l'arrivée de migrantEs offre en permanence au patronat de la chair à profits. Des travailleurEs qu'ils peuvent d'autant surexploiter qu'ils sont sans droits. TouTEs ces migrantEs sont pour l'essentiel – quels que soient leurs diplômes – voués à devenir salariés. Mais qui dit travailleuses et travailleurs dit aussi luttes, grèves, renforcement de la force collective du monde du travail.
En témoignent les grèves de travailleurEs sans papiers lancées en France il y a plus de dix ans, dont nous rappelons ici les grandes phases et l'inestimable portée.

LA GRÈVE, L'ARME DES TRAVAILLEURES, Y COMPRIS SANS PAPIERS

En 2008, puis lors de la seconde phase de grève entamée en octobre 2009, qui s'est prolongée jusqu'au début 2011, des milliers de travailleurEs sont sortis de l'ombre. Il y en avait à la très «chic» Tour d'Argent, ou au très huppé Café de la Jatte (où Sarkozy avait ses habitudes), comme dans bien d'autres enseignes moins prestigieuses. Il y en avait sur les chantiers petits et grands du BTP, y compris ceux du ministère de la Défense ou de l'Assemblée nationale. Il y en avait dans le métro parisien, avec les travailleurs d'Asten qui avaient filmé leurs conditions de travail et montré à tous comment on leur faisait porter des plaques de bitume de dizaines de kilos sans protections; idem dans la confection, le nettoyage, la sécurité, sans omettre les nounous des beaux quartiers. Ces grèves ont montré que des travailleurs et travailleuses sans-papiers travaillaient partout. C'est encore et toujours le cas.
Une fois l'exploitation «irrégulière» de ces travailleurEs exposée au grand jour, par leur lutte, les patrons ont répété qu'ils ne savaient pas, qu'ils avaient été dupés par des salariés qui se seraient fait passer pour leurs frères ou leurs cousins... Ces patrons du BTP ou de l'hôtellerie exploitaient pourtant des hommes et des femmes en chair et en os, en se moquant bien de leurs noms! Bien sûr, les grands groupes comme Bouygues ou Vinci se sont plutôt gardés de les embaucher directement, et ont préféré passer par des sous-traitants ou par des boîtes d'intérim (ou les deux à la fois). Mais bien souvent, ce sont les patrons eux-mêmes de ces secteurs, ou des chefs, qui suggéraient aux travailleurs de se procurer de faux papiers ou de venir travailler avec ceux d'un autre.
Élu président en 2007, Sarkozy avait mis en place un ministère de l'Immigration. Les contrôles sur les papiers des travailleurEs étrangers s'étaient accentués, avec notamment l'obligation pour un employeur qui embauchait un salarié étranger d'envoyer au préalable à la préfecture la copie des papiers présentés. Il devenait ainsi plus difficile aux sans-papiers de trouver un travail et de le conserver. Des patrons froussards n'hésitaient pas à licencier, de crainte de se faire pincer. Mais il y avait aussi dans la loi Hortefeux de 2007, un «article 40», entrouvrant la possibilité d'une «régularisation par le travail», fait sur mesure pour les patrons prêts à régulariser des situations de sans-papiers, sous le statut de la «carte de séjour salarié», en présentant une promesse d'embauche.

DE LA RÉGULARISATION PAR LE TRAVAIL À LA RÉGULARISATION PAR LA GRÈVE: 2006-2008, ACTE I

De premières grèves de travailleurs sans papiers eurent lieu en riposte à des licenciements: à Modeluxe, une blanchisserie industrielle de l'Essonne en 2006, dans un restaurant Buffalo Grill en 2007... Des grèves dans lesquelles des travailleurs sans papiers se sont lancés avec l'appui de militants CGT, en particulier Raymond Chauveau, de l'UL CGT de Massy [2]. Il s'agissait non seulement de s'opposer aux licenciements, mais d'obtenir la régularisation des salariés en exigeant du patron qu'il demande leur régularisation auprès de la préfecture.
À partir du succès de ces premières luttes, qui ont permis d'obtenir des régularisations, se sont annoncées des luttes de plus grande ampleur. L'idée de la grève comme moyen d'obtenir la régularisation a vite fait son chemin dans le milieu des travailleurEs immigrés. Parmi les militants de la CGT ou de Solidaires, ou d'associations comme Droits devant !! ou Autremonde, l'exemple a été suivi. Des liens se sont constitués entre structures syndicales et associatives. Le 15 avril 2008, plus de 300 travailleurs se sont mis en même temps en grève dans 16 entreprises, avec occupations. C'était la première action coordonnée de travailleurs sans papiers. En mai 2008, une deuxième vague de grévistes rejoignit le mouvement, avec 23 nouveaux sites touchés et plus de 300 grévistes supplémentaires. D'autres suivirent, comme les intérimaires de PerfectInterim en juin 2008, certaines se dotant de comités de grève à l'initiative de militants révolutionnaires de l'Étincelle qui leur prêtaient main forte.
Ces premières grèves de 2008 ont permis d'obtenir des centaines de régularisations et le droit à la régularisation des intérimaires, ce qui comptera pour la suite. Mais à chaque fois dans le cadre d'examens de dossiers individuels, avec un important travail de préparation de ces dossiers, souvent pris en charge par des militants syndicaux d'unions locales, et associatifs. La grève a permis des régularisations mais n'a pas fait modifier les conditions générales du traitement des dossiers en préfecture. Ces premiers résultats ont été positifs et spectaculaires à leur échelle et ont fait que des milliers de sans-papiers ont regardé vers la CGT et vers la grève.

OCTOBRE 2009, ACTE II

En octobre 2009, une nouvelle grève démarre, cette fois XXL par rapport à 2008. Elle a impliqué un vaste spectre de travailleurEs sans papiers, dont des intérimaires qui sont devenus une composante notable du mouvement, ainsi que des salariés isolés, travaillant dans de petites entreprises ou de petits chantiers, qui se sont joints à des piquets de grève plus importants du même secteur (nettoyage, construction, commerce, etc.).
La grève fut impulsée par «les Onze» (onze organisations syndicales et associatives, parmi lesquelles la CGT était la plus impliquée, représentée par Raymond Chauveau et Francine Blanche, responsable confédérale). La grève s'adressait autant au gouvernement, auquel elle demandait des critères de régularisation clairement définis et uniformes, qu'aux patrons. Il ne s'agissait pas de déposer tout de suite des dossiers.
Pendant des mois, plus de 6 000 grévistes participèrent à une grève faite d'une multitude d'actions et occupations d'entreprises, agences d'intérim, sièges de fédérations patronales, chantiers... sans compter les manifestations de rue, occupations de lieux emblématiques comme les marches de l'Opéra Bastille ou la Cité de l'immigration. Sur fond de guérilla avec la police, chargée de déloger les grévistes des lieux d'occupation que ces derniers quittaient... pour d'autres.
Le 24 novembre 2009, le gouvernement proclamait une nouvelle circulaire concernant la régularisation par le travail, mais ne répondant pas aux revendications des grévistes. Face à ce refus, une nouvelle cible fut visée: la recherche de Cerfa par et pour les grévistes, en mettant la pression sur les patrons. Dans le secteur de l'intérim, où beaucoup de grévistes travaillaient par le truchement d'agences du Xe arrondissement de Paris, on vit la plupart des agences du quartier baisser leurs rideaux. «Fermeture pour raisons administratives» disaient les affichettes: en réalité pour éviter les incursions massives de grévistes venant réclamer leurs Cerfa. Des centaines de Cerfa furent ainsi arrachés.
Le 27 mai 2010, à l'issue d'une manifestation syndicale interprofessionnelle, pour rappeler que la grève était toujours là même si le gouvernement faisait la sourde oreille, les grévistes sans papiers entamaient l'occupation de la place de la Bastille. Des centaines de grévistes se relayaient jour et nuit pour rendre visible leur lutte entamée 7 mois plus tôt. L'occupation fut levée le 18 juin, après la promesse ministérielle de définir des critères de régularisation et d'examiner la situation des grévistes. Promesse qui ne fut que très partiellement tenue. Rien n'était réglé en septembre... Les grévistes durent reprendre le chemin de la lutte en occupant cette fois la Cité de l'Immigration, le 7 octobre 2010.
Dans cette grève, les travailleurs sans papiers ont appris à s'organiser eux-mêmes. L'ampleur du mouvement, mobilisant y

compris des secteurs – bâtiment, restauration et autres – où la présence syndicale était faible voire inexistante, a fait qu'une bonne partie de la gestion quotidienne du mouvement s'est appuyée sur les grévistes et leurs délégués, élus sur chaque piquet.
Dans le secteur de l'intérim, regroupant près de 1500 grévistes, l'organisation a été très poussée. Des militants du courant l'Étincelle du NPA y ont contribué. Pendant des mois, près d'une centaine de délégués des grévistes de différents piquets se sont organisés quotidiennement dans un comité de grève où se discutaient tous les aspects de la grève:
- Le pointage des grévistes auxquels étaient délivrés des cartes (véritable passeport pour les contrôles policiers) ;
- Les occupations et leur gestion démocratique par les grévistes, comment faire face aux évacuations policières et investir d'autres lieux;
- L'organisation de l'extension du mouvement (entre autres vers bien d'autres entreprises d'intérim, y compris hors de la région parisienne) ;
- La collecte des Cerfa qu'il fallait arracher aux patrons après les leur avoir fait remplir scrupuleusement: des délégués devenaient experts en subtilités exigées par les préfectures, et champions dans l'art et la manière de convaincre les patrons, visite après visite, le meilleur atout étant la force du nombre pour arracher le précieux sésame;
- La collecte des informations sur les grévistes (dans quelles entreprises ils avaient travaillé, dans quelles agences d'intérim, pendant combien de temps et à quelles dates, etc., informations qui bluffaient les patrons quand elles leur étaient présentées par les grévistes!) ;
- La trésorerie, avec l'organisation de collectes, en particulier à la porte de grandes entreprises de la région parisienne où elles furent particulièrement payantes, confirmant que la grève des sans-papiers était bien celle d'une fraction de la classe ouvrière.

Photothèque rouge MILO

BILAN POSITIF MAIS BILAN D'ÉTAPE...

La grève de 2009 n'est pas parvenue à imposer les objectifs annoncés: obtenir des critères précis et uniformes de régularisation pour les travailleurs sans papiers, quelle que soit la préfecture dont ils dépendaient. Néanmoins, les luttes de 2006-2008, puis 2009-2010, ont permis d'imposer des régularisations. La plupart des grévistes ont obtenu des papiers. Certes sur la base de dossiers fondés sur le travail, ce qui bien sûr avait ses limites par rapport à nos perspectives de révolutionnaires, d'ouverture des frontières et de liberté de circulation totale sur cette planète. Mais le caractère inédit de ce mouvement, le fait qu'il était une grève ouvrière, mettant les travailleurEs immigrés au rang des autres travailleurEs, méritait qu'on s'y investisse. Comme les autres travailleurEs, voire mieux, les sans-papiers inauguraient à cette vaste échelle les méthodes de la lutte de classe.
La grève a contraint gouvernement et préfectures à accepter des régularisations prétendues impossibles. Même ceux qui avaient travaillé sous un autre nom, avec un «alias», ont obtenu des titres de séjour, à condition de fournir ce que les préfectures elles-mêmes appelaient «une attestation de concordance d'identité établie par l'employeur». Depuis, l'exploitation de sans-papiers et l'hypocrisie qui l'entoure demeurent. Rien n'est évidemment réglé. On n'a pas connu, depuis, de grève de travailleurs sans papiers d'ampleur comparable à celles d'il y a une dizaine d'années, mais les luttes ont néanmoins continué, limitées certainement par l'important investissement militant qu'elles exigent, aussi bien des sans-papiers que des militantes et militants syndicaux d'UL qui peuvent leur prêter main forte.
Cette année 2018, de février à mars, une grève a encore marqué l'actualité en région parisienne, engagée avec le soutien de la CGT, concernant plus de 160 grévistes sans papiers appartenant à sept entreprises différentes (dont une agence d'intérim, un établissement de restauration, une entreprise de l'aéroport de Roissy, un site Chronopost...). Une lutte victorieuse, avec des régularisations obtenues par la voie initiée il y a dix ans: la régularisation par la grève.
Ce n'était qu'un début, le combat continue... ❑

1.Mediapart, 8 août 2018. L'Humanité, 9 août 2018.
2.Militant syndical à la RATP, puis à l'union locale CGT, Raymond Chauveau se rattache aussi à la tradition maoïste du communisme.

Pour en savoir plus sur les grèves de travailleurs sans papiers de 2008-2010:
- *On bosse ici, on reste ici! La grève des sans-papiers: une aventure inédite*, de Pierre Barron, Anne Bory, Sébastien Chauvin, Nicolas Jounin, Lucie Tourette. Un livre très bien documenté qui retrace l'histoire de l'ensemble des grèves (La Découverte, 312 pages).
- On vient pour la visite, de Lucie Tourette. Un film qui montre les épisodes de la grève de 2009-2010 chez les intérimaires, et en particulier comment s'organise et s'effectue la recherche des Cerfa auprès de patrons de l'intérim, aussi bien dans une petite agence qu'au siège national de Randstad, entreprise leader de l'intérim.
- 2009-2011: La grève des travailleuses et travailleurs sans papiers du côté des intérimaires. Une brochure éditée en mai 2011 par des camarades du NPA appartenant à la Fraction l'Étincelle (64 pages), téléchargeable à l'adresse suivante: www.convergencesrevolutionnaires.org/9795

Campements de migrantEs: des zones à défendre

PAR DENIS GODARD ET ALAIN POJOLAT

Calais, la Chapelle, Grande-Synthe... La liste est longue de ces campements de migrantEs qui ont été, parfois plusieurs fois, démantelés par les forces de répression ,sur ordre du pouvoir politique. Lieux de passage, lieux de vie, lieux de lutte: les campements sont depuis plusieurs années l'un des symboles les plus visibles du combat des migrantEs contre les politiques racistes de l'État français, et posent un certain nombre de questions essentielles au mouvement de solidarité.

La Chapelle, mai 2015. DR

Le 2 juin 2015, les flics de la BAC, les CRS et la police nationale ceinturent les alentours du boulevard Barbès sur plusieurs centaines de mètres en amont de la station de métro la Chapelle. Dans ce quartier historique des luttes de l'immigration, des cars de ramassage scolaire viennent s'aligner dans la zone ainsi délimitée et interdite. C'est le début d'une opération d'expulsion de plusieurs centaines de migrantEs, hommes, femmes et enfants, qui campent là, sous le métro aérien, depuis des mois.

UN ARCHÉTYPE DE L'EXPULSION DES MIGRANTES

C'est la première d'une longue série, dans ce quartier et ailleurs, dans les semaines, les mois et années qui suivent. Mais, première du genre, elle en est l'archétype.
- Les migrantEs ne sont pas des interlocuteurs ou des interlocutrices, surtout collectivement. Aucun dialogue avec eux et elles, ni avant ni après.
- L'expulsion est précédée (et justifiée) par une campagne médiatique sur les dangers pour le quartier (épidémie, sécurité...).
- Toute l'opération est organisée via des associations prestataires de services pour l'État, France terre d'asile et Emmaüs, qui donnent un label «humanitaire» à ce qui n'est à l'arrivée qu'une opération de police.
- Ce n'est pas la présence des migrantEs (qui sont là depuis 8 mois), ni leur situation précaire qui a déclenché l'opération, mais leur visibilité devenue incontournable avec l'extension du campement.
Alors que la maire de Paris annonce un «accompagnement personnalisé», l'objectif principal est de détruire le regroupement et de disperser les migrantEs. La moitié des migrantEs sont amenés dans un centre du 115 (hébergement à la nuit pour les sans-abris) et deux cars sont simplement déposés dans la rue deux stations de métro plus loin devant un centre de l'Armée du salut!
La préoccupation essentielle du pouvoir est d'éviter une reformation du campement. Les lieux sont immédiatement grillagés et des forces de police restent sur place.
Les jours suivants, les migrantEs qui se regroupent à la Chapelle vont être traqués par la police et expulsés trois fois, avant d'être accueillis le soir du 8 juin pour deux nuits dans un jardin partagé du quartier géré par une association.

INACCEPTABLE VISIBILITÉ

Le pouvoir, tel qu'il se définit politiquement, et tel qu'il évolue, ne peut reconnaître les migrantEs en tant que migrantEs. Pour les reconnaître il faut qu'ils et elles cessent d'être migrantEs et rentrent dans des catégories qui peuvent être pensées par l'ordre politique: réfugiéEs statutaires ou hors-la-loi criminalisables et expulsables (car être hors-la-loi c'est au moins entrer dans les catégories de la loi!). Car les reconnaître, collectivement, comme migrantEs, ce serait les reconnaître comme êtres humains circulant, égaux en droit sur le territoire sur lequel ils et elles s'installent ou passent. Bref ce serait reconnaître la liberté de circulation et d'installation et déconnecter les droits de la nationalité.

C'est ce qui explique qu'un campement de migrantEs doit être détruit par le pouvoir dès lors que, pour une raison ou pour une autre, il devient visible aux yeux de l'opinion. Car l'espace public est un espace politique, et être visible dans l'espace public c'est exister politiquement.
C'est aussi ce qui explique pourquoi les autorités, en tant qu'autorités, ne peuvent jamais considérer les migrantEs, collectivement, comme des interlocuteurs ou interlocutrices.

DÉPOLITISER

Tant qu'il s'inscrit dans l'ordre tel qu'il est, le mouvement de solidarité entre en contradiction, pour des raisons analogues à celles du pouvoir: *«[S]a tendance quasi spontanée est d'opérer un transfert du registre politique au plan de la morale, de la charité, de la compassion, de la générosité. [...] Dépolitiser des luttes éminemment politiques mais qui sont au-delà du politiquement pensable, dénaturaliser des luttes dont l'enjeu est la mise en cause du principe même de la souveraineté nationale est, en la circonstance, la seule manière de faire entrer dans l'ordre politique et l'ordre national ce qui va à l'encontre de l'un et de l'autre.»* [1]
D'où la tendance «naturelle» à exprimer la solidarité par le don, de nourriture, d'argent, de vêtements, de savoir, etc., qui s'accompagne souvent de «conseils» à ne pas manifester (et ainsi de à pas se manifester). À la différence, malgré tout essentielle, du pouvoir, les soutiens voudraient «réhumaniser» leur relation avec les migrantEs. Mais cette humanité est limitée car elle est tronquée, inégale, dominée si elle refuse d'être politique.
Les conflits au sein du mouvement sont apparus dès les premiers campements de l'été 2015, entre, d'une part, ceux et celles qui cherchaient à favoriser l'auto-organisation des migrantEs dans l'organisation du campement lui-même (collecte des aliments, cuisine, ménage, etc.), ce qui allait aussi avec l'établissement de revendications, l'organisation de manifestations et d'événements revendicatifs et, d'autre part, ceux et celles organisant la vie du campement pour (c'est-à-dire à la place) les migrantEs et qui leur conseillaient de ne pas manifester (de ne pas se manifester).

CASSER L'AUTO-ORGANISATION

Les premières semaines de l'été 2015, cette contradiction a été contenue par la conjonction entre la politique portée concrètement par un noyau d'activistes sur les campements et la détermination des migrantEs eux-mêmes et elles-mêmes. Les positions étaient par ailleurs souvent fluides, évoluant sous l'influence des expériences.
Le 19 juin, près de La Chapelle, au jardin d'Éole, les autorités vont expulser à nouveau un campement de lutte issu de la dynamique née après le 2 juin.
Aux caractéristiques des expulsions énoncées au début de cet article vont s'en ajouter deux autres. À partir de là, l'un des critères du pouvoir, outre la visibilité, sera de détruire tout lieu qui menace de devenir lieu d'organisation collectif des migrantEs et d'organisation politique de la solidarité. Et, pour favoriser les courants «humanitaires» qui dépolitisent le mouvement, les autorités s'attacheront à légitimer chaque expulsion par l'attribution de places d'hébergement dont la gestion est confiée à des associations.

Le campement de Grande Synthe, juste après sa construction en 2016. DR

CAMPEMENT, OCCUPATION, ETC.

Depuis 2015, la logique du pouvoir n'a pas changé. Les dispositifs administratifs, législatifs et policiers contre les migrantEs se sont perfectionnés et durcis. La déshumanisation des migrantEs, qui a légitimé ces politiques et qui en est aussi la conséquence, continue de favoriser le développement du racisme.
Le refus brutal de l'accueil des migrantEs fait que la question de leur hébergement est celle qui s'exprime de la manière la plus immédiate. Elle devient d'autant plus brûlante avec la restructuration des foyers de travailleurs immigrés et la transformation des centres d'hébergement en centres d'assignation à résidence.
Pour le mouvement de solidarité, il n'y a pas de hiérarchie à faire entre les formes d'hébergement collectif des migrantEs, campements, occupations, centres «officiels», etc. Ce qui devrait être déterminant dans les choix faits, c'est le rôle qu'y jouent les premierEs concernéEs, les capacités que cela leur donne pour s'organiser et organiser le combat pour leurs droits. ❑

Calais, octobre 2016. DR

1 Abdelmalek Sayad, L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité (publié en 3 tomes chez Raisons d'agir).

«Les procès sont une des façons d'essayer de décourager les personnes qui aident les réfugiés»

ENTRETIEN AVEC SUZEL ET GIBI, MEMBRES DE L'ASSOCIATION ROYA CITOYENNE.

Comment est née votre association?
Elle est née en 2012 pour protester contre la décision préfectorale de rattacher la vallée à Menton, dans le cadre de la loi Notre. Ce que nous ne voulions pas, car cette vallée représente une entité véritable. Nous nous sommes donc organisés entre habitants pour protester.
Puis, au fur et à mesure que des réfugiés venant d'Italie passaient par la vallée, nous nous sommes demandés comment les aider. Comme cette structure existait déjà, nous l'avons utilisée pour venir en aide, dans la mesure de nos moyens, aux migrants. Cela nous permettait de gagner en rapidité étant donnée la situation d'urgence.

Vous êtes dans un département où les pouvoirs publics ont décidé qu'il n'y aurait pas de centre d'accueil et ne respectent pas les droits des migrants. Comment s'est organisée la solidarité?
Le 11 juin 2015, la France a décidé de rétablir les contrôles à la frontière avec l'Italie. Et les gens qui essayaient de passer se trouvaient dans une situation catastrophique. C'est en mai 2016 que nous avons réactivé notre association, pour leur venir en aide. Des habitants de la vallée ont hébergé des migrants épuisés et les ont aidés à continuer leur chemin, car personne ne veut rester dans le département des Alpes-Maritimes, tellement ils sont mal accueillis par les autorités, pourchassés et harcelés.
Nous sommes 6000 habitants dans la vallée de la Roya, et nous avons été nombreux à ne pas accepter la situation faite aux personnes arrivant d'Italie, bloqués à la frontière française, à Vintimille. En une année, il y a eu 20 décès recensés, car les gens, faute de pouvoir passer légalement, utilisent des solutions toutes plus dangereuses les unes que les autres, et meurent électrocutés par des trains, écrasés par des voitures sur l'autoroute, noyés dans la Roya et dans la mer.

L'attitude de la police française a souvent été pointée du doigt. Concrètement, comment sa présence se manifeste-t-elle? Il semblerait aussi qu'elle se comporte de façon tout à fait illégale.
Les contrôles sont incessants, 24 heures sur 24. La police pourchasse les migrants, les empêchant même de déposer leur demande d'asile, ce qui est complètement illégal. Nous avons d'ailleurs gagné plusieurs fois auprès du tribunal administratif et fait condamner la préfecture. Le Conseil d'État avait en effet réaffirmé la possibilité de demander l'asile auprès d'un service de police, y compris lors d'une interpellation (Conseil d'État, 2 octobre 1996, décision n°159221). Sa décision est très claire: «ces dispositions ont pour effet d'obliger l'autorité de police à transmettre au préfet, et le préfet à enregistrer une demande d'admission au séjour au titre de l'asile formulée par un étranger à l'occasion de son interpellation pour entrée irrégulière sur le territoire français». Mais police et préfecture s'en moquent et reconduisent sans autre forme de procès les migrants, majeurs ou mineurs non accompagnés, à la frontière italienne. La PAF distribue même des documents où des cases du genre «D'accord pour retourner en Italie», ou «On m'a lu mes droits dans une langue que je comprends», sont pré-cochées. Imaginez comment des migrants venus d'Érythrée ont les moyens de comprendre et de décocher ces cases?
Notons que l'État dépense 60 000 euros par jour pour entretenir les forces de l'ordre, et qu'un repas coûte 1 euro. On pourrait en accueillir du monde, avec cet argent!

Gibi et Suzel lors de l'université d'été du NPA 2018 Crédits Photothèque Rouge/MILO

Quelles sont vos actions?
Nous avons distribué, au plus fort des passages, entre 200 et 250 repas en moyenne tous les soirs et jusqu'à 900 repas en août 2017. La municipalité de Vintimille avait pris un arrêté interdisant de nourrir les réfugiés. Neuf personnes ont été interpellées pour avoir distribué de la nourriture aux migrants bloqués à Vintimille. Une grosse manifestation italienne, très médiatisée en Italie, a eu lieu à Vintimille à l'appel de Roya citoyenne, avec des syndicats, partis et associations. En 2017, nous avons servi 150 000 repas à Vintimille, grâce à des dons.
Plusieurs milliers de personnes ont été hébergées partout dans la vallée. Sur dénonciation parfois, des gendarmes sont venus intercepter les réfugiés lors des transports, les mettre en garde à vue, et les renvoyer vers l'Italie. Quinze personnes au moins dans la vallée sont passées au tribunal pour délit de solidarité, et condamnés à des amendes avec sursis la plupart du temps.
La militarisation croissante de la vallée rend difficile même l'accompagnement des migrants jusqu'à Nice, afin qu'ils puissent déposer leur demande d'asile auprès de la Plateforme d'accueil des demandeurs d'asile (PADA). Nous avons finalement trouvé un compromis avec les autorités. Nous les informons de notre trajet en train pour les accompagner à Nice. Il y a quelquefois jusqu'à 200 personnes par voyage. En 2017, nous avons ainsi accompagné 1500 personnes. Nous avons demandé à la SNCF de nous offrir le voyage gratuit pour ces gens qui n'ont aucun moyen de subsistance. La réponse n'est pas surprenante: ils ont refusé notre demande.

Votre action a été passablement médiatisée. Les différents procès de Cédric Her-

rou notamment ont largement été relayés par les médias. Avez-vous fait ce choix de donner le maximum de publicité à vos actions?
Le sujet a fait débat entre nous. Certains pensaient que cela pouvait nous desservir, notamment en excitant les forces de l'ordre et la préfecture, qui auraient, de ce fait, renforcé leur répression. D'autres, dont nous faisons partie, ont estimé que c'était une bonne chose que l'ensemble du pays sache ce qui se passait dans notre région, et que cela renforcerait le moral des militants.

On entend dire qu'avec la décision du Conseil Constitutionnel sur le «principe de fraternité», ce qu'on appelait le délit de solidarité n'existe plus. Il semble que ce soit plus compliqué que cela.
On peut parler d'un succès, mais pas d'une victoire, car l'ambiguïté subsiste dans la loi Collomb sur l'immigration. La loi condamne toujours les «contreparties indirectes», une formule qui pourrait englober des actions militantes, et elle n'exempte que l'aide apportée dans un but exclusivement humanitaire, là encore sujette à interprétation. Par ailleurs, l'aide à l'entrée irrégulière reste un délit et est sanctionnée comme tel. Du coup, on ne peut pas dire que le délit de solidarité n'existe plus. S'il ne fallait qu'un exemple, on pourrait prendre celui de Martine Landry, membre d'Amnesty International, qui a été poursuivie pour ce délit de solidarité, et dont le procès n'est pas encore terminé. (voir encadré)
D'ailleurs, les procès sont une des façons d'essayer de décourager les personnes qui aident les réfugiés. Tout le monde a suivi ceux de Cédric Herrou, mais il y en a de nombreux autres. Le dernier en date est celui de mon fils Raphaël de 19 ans [c'est Suzel qui parle]. Il a été condamné à trois mois de prison avec sursis pour avoir transporté 3 demandeurs d'asile sur 6 kilomètres en France, afin de les faire héberger et qu'ils puissent être accompagnés dans leur demande d'asile.

Il y a un peu partout en France des réseaux de solidarité qui se créent pour venir en aide aux migrants. La question se pose de fédérer toutes ces initiatives. Qu'en est-il pour le moment?
En novembre 2017, 470 associations et collectifs d'aide ont lancé des états généraux. Ils espèrent parler d'une même voix et du coup peser sur la politique du gouvernement. Le but de cette alliance: créer un mouvement d'opinion pour faire comprendre que les Français sont accueillants, et nombreux à ne pas se reconnaître dans la politique menée par notre gouvernement.
En février 2018, ils sont intervenus à la frontière franco-italienne pour permettre aux personnes arrivant d'exercer leurs droits, assistant des personnes illégalement refoulées du pays. Le tribunal administratif de Nice a notamment été saisi de 20 cas de refoulements d'enfants non accompagnés. Une opération d'envergure rendue nécessaire par le non respect par les autorités françaises des droits élémentaires des étrangers. Lors de ce week-end de février, des membres de ces associations ont observé la gare de Menton et le local de la police aux frontières de Menton. Ils ont constaté la privation de liberté de 36 personnes dans ce local pendant une durée pouvant aller jusqu'à 12 heures, ce qui est parfaitement illégal. Les conditions de détention sont indignes: aucun accès à un avocat, interprète, médecin, ou à un téléphone, en violation là encore de la loi. Suite à ces actions, le préfet des Alpes Maritimes a été condamné pour la 4e fois.
Des ONG, dont Amnesty International, la Cimade, des avocats, Médecins du monde et Médecins sans frontières, Délinquants solidaires notamment, ont crée la CAFFIM (Coordination des associations de la frontière franco-italienne pour les migrants). À Vintimille, l'association Progetto 20K/Eufemia a mis en place un local, avec un salarié, pour permettre de recharger les téléphones, d'accéder à internet. Il y a aussi des vêtements, des kits de survie, et des produits sanitaires destinés aux réfugiés. Une manifestation a été organisée à Vintimille le 14 juillet, où 5000 personnes sont venues, ce qui est plutôt important. Il y avait beaucoup d'Italiens, 300 Espagnols, et malheureusement peu de Français.

Pour terminer, quelle est la situation aujourd'hui dans la vallée?
Aujourd'hui très peu de migrants arrivent. L'Italie les déporte dans le sud du pays. Ils sont constamment harcelés et ont de plus en plus de mal à passer. Notre action est donc de ce fait réduite. Et il faut dire que devant le harcèlement policier et le véritable état de guerre institué dans la vallée, certains habitants finissent pas se décourager. Mais nous sommes en relation avec la CAFFIM et les états généraux des migrations. Tant il est vrai que toutes les forces sont nécessaires pour montrer un autre visage du pays que celui de la répression et de la xénophobie ❑

DR.

L'affaire Martine Landry remonte à l'an dernier, en juillet 2017. Quatre mineurs étrangers non accompagnés arrivés d'Italie, étaient hébergés chez Cédric Herrou. Celui-ci avait fait une requête d'assistance éducative auprès de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Son domicile est alors perquisitionné et les migrants renvoyés. Martine Landry constate que trois mineurs sont mis dans le train et renvoyés en Italie vers Vintimille. La police italienne renvoie deux mineurs à pied vers la France. C'est alors que Martine Landry les récupère au poste frontière Menton/Vintimille du côté français pour les accompagner à la police aux frontières française, munie des documents attestant de leur prise en charge par l'ASE. Ces deux mineurs sont ensuite pris en charge par l'ASE. Quelques jours plus tard, Martine se rend au poste de la police des frontières suite à l'arrestation et au transfert de onze migrants vers l'Italie. Ce jour-là, elle se voit remettre une convocation pour une audition par la police de Menton le 2 août. Et elle est jugée sur les faits suivants: *«Avoir à Menton, le 28 juillet 2017, [...] par aide directe, facilité l'entrée de deux mineurs étrangers en situation irrégulière [...] en ayant pris en charge et convoyé pédestrement ces deux mineurs du poste frontière côté Italie au poste frontière côté France.»*
Elle a été relaxée le 14 juillet dernier, faute de preuve concernant l'aide qu'elle aurait pu apporter pour franchir la frontière. Le procureur d'Aix-en-Provence a depuis fait appel...

Le premier âge du capitalisme (1415-1763), d'Alain Bihr

Tome 1: L'expansion européenne

PAR HENRI WILNO

Pourquoi le capitalisme s'est-il développé en Europe et non pas en Asie? En effet, la Chine, voire le Japon des XIVe et XVe siècles possédaient certaines des caractéristiques communément citées parmi les atouts de l'Europe à la même époque, et considérées comme le substrat de son développement, et avaient un niveau technologique égal, voire supérieur. D'énormes navires chinois, bien plus imposants que les caravelles de Christophe Colomb, avaient atteint les rivages de l'Afrique orientale au tout début du XVe siècle, mais les empereurs chinois décidèrent de ne pas persévérer dans cette voie.

Alain Bihr, éditions Syllepse/ Page 2, 30 euros.

L'EXPANSION COMME CONDITION PRÉALABLE

Le présent livre d'Alain Bihr s'inscrit dans le prolongement de La préhistoire du capital (éditions Page 2, 2006), où l'auteur a montré que, de tous les modes de production antérieurs au capitalisme, le féodalisme est le plus favorable, voire le seul favorable, à la formation du rapport de production capitaliste, même s'il se heurte à de nombreux obstacles qui en limitent le développement [1].
Le féodalisme a ouvert au capital la possibilité de se former comme rapport social de production, mais ne lui a pas permis de commencer à subordonner l'ensemble des rapports, des pratiques et des acteurs sociaux aux nécessités de sa reproduction comme rapport de production, en substance de donner naissance au mode de production capitaliste. C'est en fait, selon Bihr, l'expansion dans laquelle l'Europe s'est lancée en direction des continents américain, africain et asiatique à partir du XVe siècle qui lui a permis d'être le berceau du capitalisme: *«La "mondialisation", la constitution du capitalisme comme réalité mondiale, est non pas le point d'arrivée de l'histoire du capitalisme mais son point de départ, plus exactement sa condition préalable».*

BOULEVERSEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX

Pour Bihr, le premier âge du capitalisme, objet du livre, est en fait un «protocapitalisme» (du grec protos, qui signifie premier), dernière étape de la longue transition du féodalisme au capitalisme inaugurée lors du Moyen Âge européen. Durant cette période se parachèvent la formation des rapports capitalistes de production en Europe, même si se mélangent encore les éléments du nouveau mode de production et ceux issus du féodalisme.
Pour délimiter son sujet, Bihr choisit, en fonction de sa thèse sur le rôle décisif de l'expansion extérieure, deux bornes (qui ne sont que des indices du franchissement de certaines étapes). D'abord, 1415, date à laquelle le Portugal prend la ville de Ceuta à la dynastie qui règne sur le Maroc; cette conquête, avant le voyage de Colomb, marque le début de l'expansion européenne outre-mer. Pour dater la fin de la période, Bihr choisit l'année 1763, moment de victoires décisives des Britanniques sur les souverains indiens, qui vont ouvrir la voie à la conquête du sous-continent, acte inaugural de la seconde vague de l'expansion commerciale et surtout coloniale de l'Europe.
Alain Bihr note que c'est de ces années 1760 que l'on date généralement le déclenchement de la «révolution industrielle». Il souligne l'importance des transformations, notamment technologiques, regroupées sous ce terme. Mais, pour lui, insister unilatéralement sur la «révolution industrielle», c'est, de façon discutable, mettre l'accent sur les transformations survenues dans les forces productives en négligeant celles qui ont marqué les rapports de production et, plus largement, l'ensemble des rapports sociaux. Ces dernières transformations ne furent pas seulement les conséquences ou les effets des précédentes mais comptèrent aussi parmi leurs conditions.

EXPANSION COMMERCIALE, EXPANSION COLONIALE

L'ouvrage décrit et analyse les deux formes fondamentales de l'expansion européenne: commerciale et coloniale. Des régions entières d'Afrique, d'Amérique et d'Asie sont subordonnées, par des méthodes fondées sur la plus extrême des violences, aux exigences de la dynamique de formation du capitalisme en Europe même.
Cette analyse de la domination européenne aborde aussi les résistances auxquelles elle s'est heurtée. L'auteur souligne ainsi que les formes variables et les résultats inégaux de l'expansion européenne dans cette première phase du capitalisme ont dépendu pour l'essentiel des formations sociales auxquelles elle s'est trouvée confrontée: tant des ressources et des opportunités qu'elles offraient que de la puissance (technique, militaire, politique) qu'elles étaient en mesure de lui opposer.
Les deuxième et troisième tomes à venir traiteront des bouleversements que l'Europe occidentale a connus concomitamment à son expansion extérieure, ainsi que des disparités entre les États européens quant au calendrier et aux formes de leur expansionnisme, et des rivalités qui les ont opposés. Cet ouvrage, fondé sur une masse d'informations, alimente la réflexion sur la genèse sanglante du capitalisme; avec les deux tomes à paraître, il constituera une somme. ❑

1. La question de la relation entre la société européenne médiévale et la genèse du capitalisme a été aussi abordée dans Isaac Johsua, la Face cachée du Moyen Âge, La Brèche–PEC, 1988, auquel Alain Bihr fait largement référence.

Note critique de lecture
Un député à… la ferme, de François Ruffin

PAR GÉRARD FLORENSON

Député de la Somme, élu sous l'étiquette «Picardie debout!» et membre du groupe de La France insoumise, rédacteur en chef du journal Fakir, réalisateur de Merci patron!, François Ruffin est allé à la rencontre des agriculteurEs.

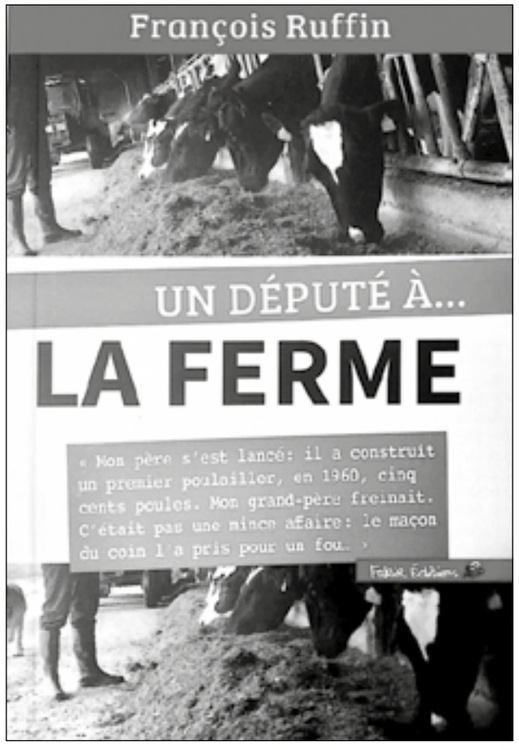
Il s'agit donc d'un nouveau livre-reportage, après celui sur les hôpitaux psychiatriques, d'autres étant en préparation. Mais le choix louable de donner la parole aux intéresséEs, sans parti-pris, pour comprendre avant de prendre position, ne garantit pas l'objectivité puisque c'est l'auteur qui sélectionne ses interlocuteurs. En quatrième de couverture on lit: *«Entre dorures et gadoue, le député-reporter ébauche un nouveau contrat social pour l'agriculture»*. Et c'est bien de cela qu'il faut discuter.

J'AI MÊME RENCONTRÉ DES ESCLAVES CONSENTANTS

Commentant un article du Canard enchaîné (1er août 2012) qui dénonçait l'exploitation des aviculteurs en intégration par le groupe Doux, François Ruffin reconnaît la véracité de la description mais estime qu'elle est socialement et psychologiquement erronée. Il écrit (page 31) : *«En quelques lignes l'éleveur "généreusement spolié" est dépeint exploité par le dur Doux. On en rêverait, d'une situation aussi manichéenne: avec fourches et tracteurs, la révolution ne tarderait plus dans nos campagnes… Mais voilà qui ne correspond, mais alors pas du tout, au ressenti des aviculteurs eux-mêmes. Pour ceux rencontrés, l'élevage intensif les a nourris et bien nourris. Grâce à lui, ils ont sorti leur ferme de l'ornière. Et l'on comprend, au vu de cette histoire familiale, leur attachement à ce modèle productiviste, voire au groupe Doux – qu'ils ne critiquent qu'à demi-mot, ne rejoignant pas les ouvriers dans les manifs»*.

Étrange raisonnement. Quand un peuple ne renverse pas une dictature, c'est sans doute qu'il est content de son sort? On pourrait l'appliquer à tous les exploitéEs et oppriméEs qui ne pendent pas illico les aristocrates à la lanterne…

Pour revenir au sujet, François Ruffin confond élevage intensif et intégration. Dans le premier modèle, le producteur est prisonnier d'un système qui montre ses limites et croule souvent sous les dettes, mais il conserve l'illusion de garder son indépendance. Dans le second, fort bien décrit par le *Canard enchaîné*, il n'est plus qu'un rouage, un simple exécutant dans une chaîne où il assume les risques financiers sans la moindre garantie de revenu. Le glissement ne date pas d'hier: Bernard Lambert, fondateur du syndicat des paysans-travailleurs (une des composantes de la Confédération paysanne) et lui-même éleveur de volailles, le pointait dès les années 1960 en opposant l'exploitation familiale à cette situation de prolétaire au rabais.



François Ruffin, Un député… à la ferme, Fakir éditions, 8 euros.

Mais les Jacques ne brûlent pas le château et François Ruffin en conclut que «ce serait une illusion de croire ces travailleurs d'emblée acquis à notre cause, convertis par la vertu d'une catastrophe économique et donc prêts à la reconversion – en bio, en label etc. Ils ont des raisons, et même de bonnes raisons, d'y résister». Encore un joli tour de passe-passe. Sans remettre en cause l'agriculture industrielle, les éleveurs s'insurgent contre les grands groupes qui les spolient, et exigent une meilleure rémunération de leur travail. Il est vrai que le député a un peu de mépris pour les *«mesures de tuyauterie»* et de *«répartition de la valeur ajoutée»* que les agriculteurs considèrent comme un moyen d'augmenter leurs revenus.

Les manifestations spectaculaires et parfois violentes des éleveurs de volaille et de porc, comme celles des producteurs de lait, ciblaient à juste titre les groupes industriels et la grande distribution. Le gouvernement, avec la complicité des dirigeants de la FNSEA, a pu calmer le jeu au prix de quelques miettes et de beaucoup de promesses. Dans le même temps ils ont pu, avec un relatif succès, détourner la révolte vers la concurrence étrangère, forcément déloyale, les «charges», les «contraintes» sociales et environnementale qui «pénalisent notre agriculture», l'administration et ses contrôleurs… Et de ce fait ramener les éleveurs sur le terrain de la compétitivité avec pour corollaires la concentration et davantage d'endettement. Quelle surprise: la conscience de celles et ceux qui entrent en résistance a parfois comme limite de ne pas remettre en cause le système, et les bureaucraties syndicales font tout pour qu'il en soit ainsi…

CHEZ LES ROIS DU POULET

On l'aura compris en lisant le livre, l'aviculture intensive a sauvé les petits paysans bretons (à l'exception de ceux qui ont dû aller bosser à la chaîne chez Citroën), et il serait malséant de trop critiquer le groupe Doux et ses congénères sans voir les côtés positifs du système.

On doit reconnaître à François Ruffin son effort de documentation sur le marché du poulet et sa segmentation, mais regretter la faiblesse des critiques à l'égard des thèses productivistes de l'ITAVI – institut conseil de la filière. Il assène qu'il faut du protectionnisme et qu'aucun progrès social, fiscal, environnemental n'est possible en économie ouverte. Sans entrer au cœur du débat entre protectionnisme et libre-échange, accordons-lui le crédit d'une volonté affirmée de rupture avec le dogme de la vocation exportatrice de l'agriculture et des industries agro-alimentaires françaises. Cependant les balances commerciales sont le fruit d'une somme d'excédents et de déficits. La demande mondiale pour une viande pas très chère et frappée d'aucun interdit religieux est en forte hausse, et chaque pays producteur veut gagner des parts de marché. C'est en exportant des poulets congelés vers l'Arabie Saoudite que Doux et Tilly-Sabco ont prospéré jusqu'à la suppression des aides à l'export. Ces dernières se sont montées, entre 2008 et 2011, à 58,6 millions pour Doux et 21,2 millions pour son concurrent breton. (Depuis Doux a été repris par un groupe coopératif et Tilly-Sabco est en liquidation judiciaire).

Quand l'ITAVI s'inquiète des conséquences du libre-échange pour les producteurs français, ce n'est pas de la concurrence des volailles étrangères sur les rayons des supermarchés. De nouveaux pays bénéficiant d'avantages comparatifs (coût de la main-d'œuvre et des aliments ainsi que de rémunération des paysans) ont développé leur production: le Brésil bien sûr, mais aussi la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et la Pologne. On peut adopter des mesures protectionnistes pour leur interdire d'accéder à nos assiettes, mais il sera plus difficile de les empêcher de vendre des poulets aux émirats du Golfe!

L'irruption de nouveaux intervenants sur «nos marchés traditionnels» s'est traduite, dès lors que les aides européennes ont disparu, par une baisse des ventes à l'export hors Union européenne (les échanges avec l'UE étaient déficitaires). La réponse des «professionnels» et des pouvoirs publics est toujours la même: des efforts de productivité pour être compétitifs. Mais chacun sait que c'est un leurre, sauf à réduire de moitié les salaires. Doux avait trouvé sa solution: faute de pouvoir payer les salariéEs français comme des Brésiliens, il a transféré une partie de sa production au Brésil, investissant dans de nouvelles usines une partie des subventions. Dans le même temps l'entreprise multipliait les «plans sociaux», avec plus d'un millier de licenciements. La rencontre avec des salariéEs du groupe (page 50) est édifiante: dureté des conditions de travail et bas salaires. Les propos des syndicalistes pointent les obstacles aux mobilisations, mais visiblement on ne s'épanouit guère en travaillant chez Doux…

LES TRENTE GLORIEUSES DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Un aspect surprenant du livre est la réécriture de l'histoire de l'agriculture française et singulièrement dans l'après-guerre. Il est largement fait appel à Marcel Mazoyer – interview et citations de *l'Histoire des agricultures dans le monde*, ouvrage de référence écrit en 2002 avec Laurence Roudard – mais d'autres études sont négligées, qui tirent un bilan plus nuancé (par exemple celles de Claude Servolin).

On peut résumer ainsi: à la Libération, un contrat social (expression qu'affectionne l'auteur) a été établi entre la société et les agriculteurs, prévoyant une amélioration considérable de la situation de ces derniers en échange d'un développement de la production permettant l'autosuffisance alimentaire. Le contrat a été rempli et au-delà, jusqu'à faire de la France une grande puissance agricole exportatrice. Mais les temps ont changé, les impératifs ne sont plus les mêmes et un nouveau contrat social doit être établi. Sur quelles bases? *«Pour bâtir un contrat social clair, avec une agriculture qui assure d'abord notre autosuffisance, le souci de sauvegarder l'environnement, d'être attentif au bien être animal, d'offrir une alimentation saine, de faire vivre dignement les producteurs»*.

Nous ne pouvons que souscrire à ces objectifs actuels. En revanche nous sommes dubitatifs sur le bilan de la période précédente que François Ruffin nous présente comme un passage obligé. Il faudrait un long développement et nous renvoyons à la lecture du numéro 72 (janvier 2016) de cette revue. Quelques remarques en vrac: il n'y a pas eu de contrat social avant les accords passés en 1960 entre le pouvoir gaulliste et la nouvelle génération de dirigeants agricoles (le CDJA), le prix du progrès a été la disparition programmée d'un million d'exploitations «non rentables» avec un plan social (indemnité viagère de départ) et un énorme transfert de main-d'œuvre vers l'industrie. La résistance à la disparition des petites exploitations familiales n'a pas été l'apanage des poujadistes et des nostalgiques de Pétain (création du comité de Guéret puis du MODEF). Par ailleurs la marche forcée vers le «progrès» s'est accompagnée de la désertification de zones rurales et de considérables dégâts environnementaux.

L'objectif d'augmenter la production agricole s'imposait: le rationnement de denrées alimentaires de base, dont le pain, a perduré après 1945. Les paysans, dont une partie vivait encore en quasi autarcie, étaient appelés à produire pour nourrir la population urbaine en augmentation, donc pour le «marché», tout en se nourrissant mieux eux-mêmes et en accédant à d'autres objets de consommation. Du point de vue patronal, diminuer les prix devait aussi contribuer à enrayer les revendications salariales. Cela passait par une hausse de la production par actif agricole, au moyen de la mécanisation, de la sélection variétale, de l'usage d'intrants (pas vraiment maîtrisé). Pouvait-on obtenir les mêmes résultats sans agrandir son exploitation au détriment des voisins? Probablement, comme l'a montré la brève expérience des collectivisations agraires pendant la révolution espagnole, mais cela aurait impliqué de sortir du cadre d'une agriculture individuelle insérée dans le système capitaliste.

François Ruffin passe sous silence le projet gaulliste qui s'est traduit dans la loi d'orientation agricole de 1960. Pas un mot non plus sur la création du marché commun agricole en 1962. Trouvant des alliés parmi les jeunes agriculteurs du CDJA qui

allaient prendre quelques années plus tard la direction de la FNSEA, les technocrates du régime visaient bien plus loin que le plan Monnet de 1946. La « politique des structures » éliminait les petites fermes et concentrait les aides sur les moyennes et grandes exploitations familiales, l'augmentation de la productivité permettant de fournir à moindre coût des industries agro-alimentaires en plein développement et contribuer à l'excédent des échanges commerciaux (on parlera longtemps du pétrole vert). Les jeunes qui ne trouvaient plus leur place allaient grossir les effectifs des ouvriers non qualifiés, comme chez Citroën à Rennes (lire à ce sujet *le Paysan impossible*,Yannick Ogor, 2017). Encore un passage obligé vers le progrès ?

DISQUALIFIER LES ALTERNATIVES

Comme indiqué au début de cet article, le choix des interlocuteurs n'est jamais neutre. François Ruffin a la dent dure contre les écologistes, ce qu'il appelle la « gauchosphère » et même la Confédération paysanne. Cela contraste avec la place occupée par ses interlocuteurs de la FNSEA. Sans doute ne faut-il pas diaboliser tous les militants du syndicat majoritaire ni les confondre avec leur direction nationale, mais il rencontre beaucoup de tenants d'un productivisme assumé et peu de contestataires, même si certains ont des doutes. Les amalgames ne manquent pas pour présenter les anticapitalistes comme des dogmatiques coupés de la réalité, éloignés du terrain. La place infime qu'il accorde à Bernard Lambert, dont *les Paysans dans la lutte des classes*, publié en 1970, a marqué toute une génération militante, est significative. Il est vrai que « lutte des classes » et « capitalisme » ne font pas partie de son vocabulaire : encore une lubie de gauchistes…

DR.

Le grand écart entre le programme affiché pour un nouveau contrat social et la façon dont les producteurs bio sont évoqués dans le livre est impressionnant. La majorité des agriculteurs auxquels il donne la parole sont plus que réticents, le bio ça ne marche pas, même le label est une impasse, les Anglais s'y sont cassé les dents. La plupart des expériences alternatives relatées se sont soldées par des échecs, il y en a même un qui a voté Macron (page 79). Cela mériterait une analyse plus fine sur les limites des marchés de niche, l'insuffisance de la formation et des moyens de départ, mais surtout sur l'impossibilité de construire un modèle alternatif dans le cadre du système capitaliste. Il ne suffit pas de cultiver autrement dans son coin : il faut reconstruire tout un réseau de transformation et de commercialisation de proximité sans revenir au négoce qui étranglait déjà les producteurs. Mais les expériences de celles et ceux qui essaient ne doivent pas être traitées avec mépris.

À propos des intrants, nombre d'interlocuteurs de François Ruffin sont assis entre deux chaises. Conscients des dangers des pesticides, ils tendent à les relativiser, voire à les nier, car ils ne voient pas d'alternative permettant de préserver leurs revenus. Or d'autres voies existent, mais les industriels n'ont aucune raison de dépenser de l'argent dans la recherche alors que des formules amorties depuis longtemps leurs assurent d'énormes profits. Seule une recherche agronomique 100 % affranchie des intérêts privés pourrait œuvrer dans ce sens.

Après on peut bien se payer de formules, considérer que la part de l'alimentation dans le budget des ménages a trop baissé, asséner qu'il faudra s'habituer à payer plus cher ; tout cela reste compatible avec le capitalisme. Le bon pourcentage n'est pas indiqué : la dépense alimentaire d'une famille du bassin minier au temps de Germinal, celle d'ouvrierEs dans les années 1950, celle des habitantEs des favellas ? Le moralisme se heurte à la dure réalité du pouvoir d'achat. Pourtant, dans la partie consacrée aux salariés de l'entreprise Doux, cette question est aussi largement traitée que la dureté des conditions de travail : *« Un directeur je lui ai dit, toi tu fais tes courses où ? – À Auchan. – Moi à Aldi »*.

UN OUVRAGE DÉCEVANT

Nous ne ferons pas grief à François Ruffin de ne pas avoir écrit un livre d'histoire, ça n'était pas son propos et les bons ouvrages ne manquent pas. Mais il n'en affiche pas moins une vision très complaisante des bouleversements de l'après-guerre, du passage d'une agriculture paysanne et familiale à l'agriculture entrepreneuriale qui domine aujourd'hui, sans faire le lien avec les dégâts du progrès, sociaux comme environnementaux. Il écrit que le modèle est dépassé, victime de son succès, mais qu'à l'époque il était le meilleur possible. Encore aujourd'hui les usines à volaille, à cochons ou à lait lui semblent incontournables, pour peu qu'un protectionnisme intelligent les préserve de la tentation productiviste.

Les évolutions contemporaines vers une agriculture capitaliste, dont la ferme des mille vaches est un bon exemple, auraient mérité quelques enquêtes. L'agriculture spécialisée, fortement industrialisée, celle des petits chefs d'entreprise dont la majorité n'emploie aucun salarié permanent, demeure une agriculture familiale, y compris dans le cadre des élevages intégrés. Jusqu'à présent le capitalisme prospérait en amont (machinisme, semences, intrants, crédit) et en aval (transformation et distribution) de la production. Désormais les investisseurs s'intéressent à la production elle-même, sur le modèle des fermes usines qui se développent en Europe de l'est : des actionnaires, de gros investissements et une main-d'œuvre salariée.

La propriété privée des moyens de production n'est nullement remise en cause par l'auteur. Nous ne parlons pas de la propriété paysanne du foncier, des bâtiments et des outils, mais des entreprises de la filière. N'hésitons pas devant les gros mots : exproprier les banques, les grands groupes de l'industrie et du commerce, en mettant les entreprises entre les mains des agriculteurEs, des salariéEs et des consommateurEs. Mais cela n'est pas prévu dans le « contrat social ». N'y a-t-il pas quelque fascination pour les capitaines d'industrie qui auraient tiré les agriculteurs de l'ornière ? Dans tous les cas, avec sans doute les meilleures intentions du monde, le contrat social que l'auteur appelle de ses vœux s'inscrit dans le cadre indépassable d'un capitalisme civilisé. ❑

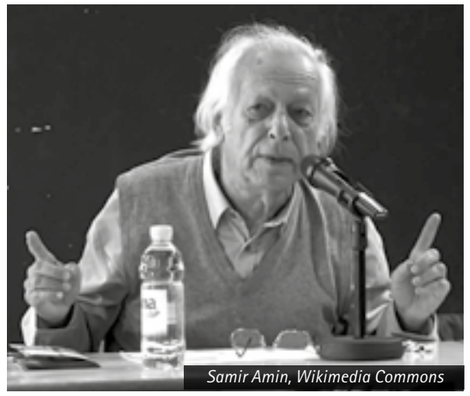
Samir Amin – ou la raison d'être d'un nouvel internationalisme

PAR CATHERINE SAMARY

À la suite de la mort le 12 août dernier de Samir Amin, économiste anticapitaliste franco-égyptien, Catherine Samary a écrit ce texte, dont nous publions de larges extraits.
Samir Amin a travaillé sur les rapports de domination entre l'Europe, les Etats-Unis et le Japon, et le reste du monde de l'autre. Critique du système capitaliste mondialisé, il était très engagé en faveur des pays du tiers-monde, pour les aider à sortir du modèle économique colonial.

Comme s'il voulait en faire son testament politique, dans l'urgence d'un « moment » spécifique, à la fois pour lui-même et dans la mondialisation capitaliste en crise, Samir Amin a (re) diffusé[1], quelques jours avant de nous quitter brutalement le 12 août dernier, son appel à l' « indispensable reconstruction d'une internationale des travailleurs et des peuples du monde entier » sur le site Afrique-Asie.fr.

Malgré nos parcours en grande partie différents – notamment mon propre « ancrage » associé à l'Opposition de gauche à Staline et au « trotskisme » puis à l'étude de la révolution yougoslave littéralement « exclus » de l'univers de sa pensée maoïste –, j'avais ressenti un sentiment de grande proximité lors de nos dernières rencontres. La découverte de cet appel – qui en faisait bien plus qu'un « marxiste du sud » confirmait ce sentiment. […]


Samir Amin, Wikimedia Commons

BASES « PROGRAMMATIQUES » FONDAMENTALES

« La question de la souveraineté populaire ne devra pas être éludée dans notre réflexion sur la manière de construire l'alliance des solidarités », écrit Samir Amin dans son texte de présentation, contre les diktats de cette mondialisation et de ses institutions. Mais le sens (ou la portée) de cette notion est associé immédiatement à une double exigence stratégique qui définit l'orientation de son projet : d'une part, l'ancrage dans la mobilisation des classes laborieuses et subalternes (salariées ou pas, ouvriers et paysans, précaires) en défense de leurs intérêts et droits sociaux : il s'oppose aux approches ethnicistes ou nationalistes qui tentent de subordonner les aspirations populaires aux intérêts des classes (nationales et internationales) dominantes. […]

Il souligne qu'un scénario de « réveil » révolutionnaire dans les seuls pays du Sud serait au XXIe siècle encore plus désastreux qu'au XXe. Cela impose de repenser la « déconnexion » d'une manière articulée, transcontinentale, comme l'est le capitalisme lui-même. Et c'est le deuxième axe stratégique , qui fonde et définit un « internationalisme » « organique » (différent de la seule juxtaposition d'approches « nationales » ou de solidarités morales) : il s'agit de résister concrètement aux effets et mécanismes mondialisés d'un « système » d'oppression et d'exploitation – tout en s'appuyant sur l'ancrage national et des relais et regroupements continentaux. Et c'est aussi à cette échelle mondialisée de façon concrète qu'une « contre- hégémonie » et alternative socialiste doit émerger. Ce processus complexe et long se confronte à des dangers immédiats ; tant il est vrai que la « décadence » d'un système peut être, rappelle-t-il, « séculaire » et agressive. […]

« Le capitalisme mondialisé entré dans sa phase de décadence conjugue un pouvoir politique et économique quasi totalitaire avec une agressivité de plus en plus intense rapprochant de façon inquiétante un risque de guerre généralisée. Dans cette crise paroxystique, les pays impérialistes de l'Occident historique (États-Unis, Europe de l'Ouest, Japon) n'entendent pas permettre à d'autres États émergents de s'émanciper du cadre imposé par eux et de sortir du statut de périphéries dominées. La tension entre l'Occident et la Russie, la Chine, l'Iran ne sont pas un phénomène passager mais bien l'épicentre d'un nouveau remodelage violent du monde au profit des bourgeoisies occidentales. »[2]

On voit bien surgir là de façon concrète un des débats nécessaires : quelle interprétation actualisée de l'impérialisme et de ses guerres, des rapports de domination du système-monde et comment les combattre de façon efficace dans le nouveau monde multipolaire ?

En tout état de cause de multiples et actuelles « guerres hybrides » peuvent dégénérer en guerres tout court, et sont accompagnées de nouvelles et dangereuses courses aux armements et de propagandes et contre-propagandes de plusieurs côtés. Samir Amir assume un anti-impérialisme tourné contre les grandes puissances de la « triade » États-Unis, Europe occidentale et centrale, Japon, sous hégémonie de la première. Outre le besoin d'analyser les évolu-

tions internes à cette «triade» manifestée avec Trump, faut-il interpréter ce qui s'y oppose comme «défensif» et progressiste? Le maintien et l'expansion vers l'est de l'OTAN malgré la dissolution du Pacte de Varsovie, l'opacité des discours, les alliances évolutives et mutations politiques et socio-économiques à l'œuvre depuis les années 1980 sont sources de profonds désarrois et divergences d'interprétation.

Samir Amin prône la mise à plat des expériences des précédentes ou actuelles Internationales. On devrait intégrer à ce processus indispensable toutes les composantes du mouvement altermondialiste qui souhaitent dépasser à la fois les limites des forums et de l'horizontalisme sans tomber dans un verticalisme dirigiste.

Ce projet, bien qu'«organisé» et politique pour Samir Amin, ne concerne d'ailleurs pas que les «partis» . Dans sa lettre d'intention il préconise une rencontre de préparation qui réunira *«des militants représentants de mouvements, partis, syndicats, réseaux de tous les continents et régions»* [...] avec la nécessité d'une pluralité des représentants par «région».

Il faudrait évidemment ajouter une sensibilité féministe aux procédures... Mais aussi une analyse et prise en compte du rôle majeur du racisme et de la xénophobie dans le fonctionnement de l'ordre mondial, des divisions qui affaiblissent les résistances, y compris les organisations politiques et associations syndicales. En positif, et essentiel pour le projet d'une Internationale liée aux mouvements populaires, il faut souligner l'importance, face à Trump, notamment, mais sur tous les continents, des mobilisations de femmes pour leurs droits.

LE PASSÉ/PRÉSENT – VERS QUELS BILANS?

La fidélité des différents courants à telle ou telle conviction sur le passé – pas les mêmes – peut aider à combattre des visions simplificatrices. Mais il faut être convaincus de l'importance de s'approprier le bilan des échecs du passé de façon autonome, contre les enterrements proprement «contre-révolutionnaires» et anti-communistes. Autrement dit, il s'agit d'analyser les échecs au même titre que les avancées, contre la réduction des révolutions du XXe siècle au goulag ou à d'aberrantes parenthèses qui n'auraient aucun sens et intérêt dans le monde actuel.

«Sans Octobre 1917, nous dit Samir Amin sur son blog à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre en 2017, *il est difficile d'imaginer que la révolution chinoise serait parvenue à dépasser le nationalisme du Kuo Min Tang; difficile d'imaginer Bandoung et la reconquête rapide de leur indépendance par les nations d'Asie et d'Afrique, l'émergence contemporaine des pays du Sud qualifiés de tels. Autrement dit ignorer 1917, ou pire le regarder comme une erreur et une aberration de l'histoire, c'est s'interdire de comprendre le monde contemporain».*

Je partage ce jugement sur l'impact d'Octobre, qui ne s'est pas arrêté à l'échec des révolutions en Europe occidentale, notamment en Allemagne, ni à la cristallisation stalinienne. Il faut néanmoins cerner les avancées, les reculs, les continuités et discontinuités. Il est certain que Samir Amin a incorporé dans son «panorama» historique et conceptuel toutes les «excommunications» staliniennes – du «trotskisme» au «titisme» : il soutient une évaluation positive du rôle de Staline – qu'il s'agisse de la collectivisation forcée ou de son soutien à la révolution chinoise. [...]

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET L'URSS DE LÉNINE ET TROTSKY ÉTAIENT-ELLES «SOCIALISTES» ?

Samir Amin souligne que Mao riait quand on lui posait cette question: la révolution chinoise était «populaire – à visées socialistes», dit-il. En vérité, comme je le rappelle dans mon retour sur inventaire – en estimant cette conceptualisation comme pertinente pour l'analyse – l'URSS des années 1920 n'était pas analysée par les bolcheviks comme «socialiste» mais «transitoire» «déjà plus» dominée par les rapports capitalistes, mais «pas encore» socialiste – et d'autant moins «socialiste» qu'aucun «livre» et théorie en chambre ne leur disait à l'avance comment organiser une «société socialiste» (au plan politique et socio-économique). Même la place du marché (après avoir remis en cause la domination de la propriété privée capitaliste) n'était en rien clair, ni d'ailleurs clarifiée à ce jour. Mais je souligne dans une de mes études[3], outre l'importance de ne pas utiliser dans ces sociétés les concepts élaborés par Marx pour le capitalisme, l'intérêt majeur des catégories «impures», non stabilisées, associées à la notion de «société de transition». Contrairement à l'approche imposée par Staline estimant le socialisme réalisé sur la base de la collectivisation forcée, la notion de société de transition était associée en URSS (et plus tard en Yougoslavie) à de vrais débats et analyses des conflits internes/externes majeurs, y compris des menaces de restauration capitaliste – c'est-à-dire de retour à une situation où la logique capitaliste est *légitimée et protégée* comme dominante par l'Etat. Cette notion de «société en transition» était utilisée (avec des variantes d'analyses évolutives sur la place du marché notamment) par Préobrajensky et Boukharine, comme par Mandel, Bettelheim, Che Guevara ou Tito. La citation que Samir Amin fait de Mao s'inscrit en fait largement dans une telle approche – avec toute sa part d'incertitudes et d'expérimentation de l'expérience de construction du socialisme, y inclus de tragiques erreurs.

Je regrette que Samir Amin ne soit plus là pour actualiser ces débats et constater des proximités. Les frontières de la «restauration capitaliste» ne sont pas simples à établir – mais exigent d'aller derrière les institutions, les discours et les étiquettes – y compris pour examiner comment le parti unique lui-même s'est transformé dans le temps, quels ont été les choix et les pratiques de ses dirigeants dans leur évolution. Il n'y avait aucune fatalité de succès des pressions externes en faveur de la restauration capitaliste sans conditions et choix internes.

Et l'on peut expliquer en quoi le capitalisme ne *dominait* pas du temps de Lénine ou de Tito – comme on peut sûrement pouvoir le faire pour la Chine de Mao, ou Cuba de Fidel Castro. Mais cela ne veut pas dire l'absence de forces et pressions contradictoires, y compris dans le parti. Il faut analyser comment les phases de conflits ouverts au plan social ont infléchi la composition du parti/État (dans les différents pays et contextes) et les choix de ses principaux dirigeants. On est là dans l'analyse concrète et historique.

Forum social mondial, crédit Habib M'henni / Wikimedia Commons

forum social mondial de Tunis. «L'essoufflement du processus des Forum sociaux fait qu'ils ne servent plus de lieu d'élaboration d'une alternative réelle» (Samir Amin).

Le texte de Samir Amin de mai 2018, publié le 14 août par le site Defend Democracy [4], est important – sans prétendre «traiter» de façon générale de la Chine. Il est centré sur un enjeu stratégique réel – comment résister à la domination impérialiste étatsunienne monétaire et financière? Il est juste de le soulever même si on considère que la Chine est devenue capitaliste. Samir Amin souligne (à juste titre) – contrairement à des présentations fréquentes – que la Chine, tout en élargissant le rôle des mécanismes de marché, ne s'est pas soumise au cadre du capitalisme financiarisé mondial: elle a maintenu des protections étatistes et monétaires majeures. C'est vrai. Mais il n'en précise pas le contenu social. Certes, l'objet du texte est ailleurs: il s'inquiète des injonctions pressantes exercées par les institutions de la mondialisation sur les autorités chinoises (sans doute relayées par une partie de l'appareil et des économistes chinois) pour que la Chine se soumette aux «règles» dominantes, dictées par les États-Unis. Il s'adresse donc aux autorités chinoises pour les convaincre de continuer à tenir tête en disant (sur le même mode que le font les États-Unis pour le dollar) : «Le Yuan est notre monnaie, et c'est votre problème!». Il trace ensuite diverses hypothèses de systèmes monétaires mondiaux (dans le contexte des années 2000, et reflété dans les conflits internes au FMI qu'il ne traite pas ici explicitement) : le maintien pour l'essentiel de l'hégémonie du dollar (il dit que c'est le point de vue de la commission Stiglitz) ; une alternative «idéale» reliée à l'or et multipolaire appuyée sur de grandes monnaies exprimant des résistances continentales, contre tout «hégémonisme» (hors de portée actuellement, souligne-t-il) ; et donc une troisième situation, non idéale, de résistances à l'hégémonisme étasunien notamment par des regroupements partiels. S'il situe clairement l'UE comme un instrument de la globalisation capitaliste et d'oppression des peuples, il évoque l'euro comme une des grandes monnaies susceptibles (avec le Yuan, une monnaie liée à l'ALBA, et d'autres éventuelles) de s'intégrer avec le dollar dans un «équilibre» idéal. Un débat à creuser...

Il est certain que la Chine est en mesure de tenir tête face aux puissances impérialistes historiques. Mais elle le fait pour mener quelle politique interne? Pour aider qui au plan international? Quel est l'effet de ses investissements, en Grèce, en Afrique, en Amérique latine? Le Yuan peut être un appui dans un système monétaire multilatéral avec le maintien d'une politique monétaire chinoise «souveraine» -– mais pour utiliser les distinctions que Samir Amin lui-même emploie, s'agit-il d'une souveraineté «nationale» ou en défense des intérêts des classes populaires: quelles en sont les conditions et retombées sociales?

La discussion doit être la même, dans des contextes différents, ailleurs – notamment pour les autres composantes des BRICS clairement «capitalistes». Il faut analyser leur place (régionale et internationale, autonome et subalterne) à la fois par rapport aux impérialismes dominants et aux classes populaires. Le «non-alignement» de «l'ère de Bandung» (que Samir Amin fait s'achever à la fin des années 1970) était éclectique – et Samir Amin distingue les gouvernements soutenant des mouvements de libération à la fois nationale et sociale et ceux visant à consolider leurs privilèges de classe. Et il souligne combien les rapports de forces permis par l'extension de la révolution lors de la Seconde Guerre mondiale donna au «réveil de Bandung» des marges de non-alignement, une dynamique anti-coloniale et anti-impérialiste qui n'existent plus.

Les BRICS n'offrent pas d'alternatives progressistes. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas souhaiter le développement d'un monde multipolaire et en exploiter les contradictions. [...]

La Chine est «un cas à part» – d'importance majeure pour l'avenir. Il ne faut pas se tromper et savoir que ses «avancées» socialistes dépendent d'un renouveau des luttes sociales qui, si elles s'orientent dans le sens socialiste, s'empareront certainement en positif de la révolution chinoise en en réinterprétant eux-mêmes les échecs et bifurcations comme les avancées. Leur soutien dans le monde par tous les courants anticapitalistes, altermondialistes et anti-impérialistes sera essentiel – si Samir Amin pouvait avoir raison, on verrait alors sûrement des ailes importantes du PC chinois soutenir les revendications populaires – comme ce fut le cas encore en 1980 de centaines de milliers de communistes polonais face au développement de Solidarnosc... L'histoire n'est pas terminée. Mais une nouvelle Internationale des travailleurs et peuples du monde entier devra avoir une «réalité» en Chine: pour cela on a besoin de comprendre le passé/présent de la Chine (re)devenue effective grande puissance [5]. [...]

Telle est la réalité à laquelle une nouvelle Internationale des travailleurs et des peuples du monde entier doit se confronter: un monde sans «boussole». Mais des polarisations sociales sans précédent, mondialisées, affectant de façon spécifique les femmes, les jeunes, les «seniors», les populations «altérisées» – ces «autres», envahisseurs qu'ils soient «Polonais», musulmans, noirs, arabes ou Roms, racialisés. Le Nord et ses couches dominantes enrichies par les privatisations s'est étendu au «Sud» y inclus la Chine, avec étiquette «communiste»; l'Est («décommunisé») a été périphérisé comme un nouveau «Sud» ; parallèlement, le vieux Nord de l'impérialisme «classique» a attaqué ses vieux «bastions» ouvriers et démantelé son État-providence, comme l'avait entamé Margaret Thatcher: sans l'euro ou avec lui, ce sont les mêmes politiques qui créent les «travailleurs pauvres» et divisent pour régner.

La raison d'être du nouvel Internationalisme est de s'y opposer, du local au planétaire, en défense de droits pour tous et toutes signifiant aussi la dignité d'un statut (enfin) «humain» contre tous les rapports d'oppression et de domination. ❑

1 C'est un an plus tôt, en août 2017 que le texte était mis pour la première fois sur son blog: http://samiramin1931.blogspot.com/2017/08/samir-amin-pour-une-internationale-des.html
2 Lire en fin de http://www.afrique-asie.fr/lindispensable-reconstruction-de-linternationale-des-travailleurs-et-des-peuples/
3 Cf le Cahier d'Etude «Plan, marché et démocratie – l'expérience des pays dits socialiste», Cahiers de l'IIRE, 1988 et mes articles sur les débats sur un socialisme autogestionnaire (voir sur mon site http://csamary.free.fr
4 «La globalisation financière: est-ce que la Chine devrait s'y insérer?» en anglais sur http://www.defenddemocracy.press/22137-2/
5 Je verse aux débats l'approche de Pierre Rousset à la fois sous l'angle géopolitique et social: https://www.contretemps.eu/chine-usa-capitalisme-imperialisme/

Tchécoslovaquie 1968 : le printemps de Prague

PAR ANNA LIBERA ET CHARLES-ANDRÉ UDRY

Cet article reprend une grande partie du texte d'Anna Libera et Charles-André Udry publié pour la première fois dans Inprecor le 23 mai 1988, puis en juillet-août 1998, et enfin en 2008. Cette année 2018, où l'on commémore le 50ème anniversaire de l'année 1968 dans le monde, nous en publions de larges extraits.

Le 21 août 1968, les tanks des troupes du Pacte de Varsovie envahissaient la Tchécoslovaquie pour mettre un terme à ce qu'on a appelé le «printemps de Prague».

Le pays, peu atteint jusque là par le mouvement de déstalinisation déclenché par Khrouchtchev en 1956, au contraire de la Pologne et de la Hongrie, était entré en ébullition depuis peu. Le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) jouissait encore d'un soutien au sein de larges couches des travailleurs et ne s'était donc pas vu contraint par la pression populaire de modifier ses pratiques et sa direction staliniennes. Quelques prisonniers politiques avaient certes été libérés, mais les timides tentatives de débat lancées par les intellectuels en 1956 avaient vite été réprimées. Tirant les leçons de la Pologne et de la Hongrie, Novotny, le principal dirigeant du PCT, avait renforcé la discipline du parti et la «lutte antirévisionniste». Ce durcissement préventif allait, à terme, accentuer le mécontentement, en premier lieu de l'intelligentsia, qui voyait une profonde contradiction entre la politique de «coexistence pacifique et d'ouverture» prônée alors par l'URSS, de même qu'avec la nouvelle dénonciation du stalinisme lancée par Khrouchtchev au XXIIe congrès du PCUS, en octobre 1961. L'équipe de Novotny, le dirigeant du PCT, faisait figure d'anachronisme. À la direction même du parti, des voix se faisaient entendre pour réclamer des réformes comme il y en avait eu en Hongrie ou en Pologne. À la fin de l'année 67, le congrès des écrivains tchécoslovaques s'en prit au régime sans que les contestataires ne soient immédiatement arrêtés. C'était un signe de faiblesse du régime, encourageant pour l'opposition.

DR.

LES ÉLÉMENTS DE LA CRISE

Le mécontentement exprimé par l'intelligentsia allait entrer en écho, au début des années 1960, avec une profonde crise économique. Depuis quelques années, le taux de croissance ne cessait de baisser jusqu'à atteindre zéro en 1962 et devenir négatif en 1963. De jeunes économistes du parti, parmi lesquels Ota Sik, ne tardèrent pas à situer les responsabilités dans une copie par trop servile du modèle d'industrialisation soviétique, dans l'hypercentralisation de la planification et dans le manque de qualification de managers nommés pour leur soumission au parti plutôt que pour leur compétence en matière de gestion économique.

DÉBATS SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Ota Sik, chef de file des réformistes, soutenait depuis longtemps l'idée fondamentale que la réforme économique ne pouvait être réalisée si des changements adéquats n'étaient pas apportés aux structures politiques et administratives du pays.

Il se prononçait contre tous les tabous et pour une discussion ouverte de tous les problèmes. Pour lui, le plan devait répondre aux besoins de la population (et non le contraire!) et la propriété collective était un moyen et non un but. Il se prononçait pour une décentralisation de la planification, une autonomie relative des unités de production, pour l'application de la loi de l'offre et de la demande dans la fixation des prix et pour une gestion «efficace» des entreprises qui impliquait, entre autres, le droit de licencier les travailleurs. Ce ne sont pas ces derniers éléments qui faisaient bondir les conservateurs au sein du PCT. Ils tiquaient face à l'insistance mise par les économistes sur la remise en cause du monolithisme du parti et de son monopole absolu sur la vie économique et politique.

L'ENTRÉE EN LICE DES INTELLECTUELS

Parallèlement, encouragés par le XXII[e] congrès du PCUS, les intellectuels partaient à l'offensive sur la question du bilan du stalinisme. Au comité central d'avril 1963, Novotny était contraint de présenter un rapport sur «les violations des principes du parti et de la légalité socialiste à l'ère du culte de la personnalité». C'était la réouverture, après huit ans, du procès Slansky (1). Mais ce rapport fut jugé tellement explosif que seule une version fortement expurgée fut distribuée aux militants. Même cette version édulcorée suscita de violents remous.

Ce sont des questions touchant plus directement la culture nationale qui vont mobiliser les intellectuels. En particulier la redécouverte de Kafka, le plus grand écrivain tchécoslovaque, interdit dans son pays, car jugé pessimiste et décadent. Ses écrits sont mis à contribution pour critiquer le régime bureaucratique. Le congrès des écrivains slovaques, qui se déroule en avril 1963, révélera le rôle de pointe joué par les intellectuels dans la dénonciation de la dictature bureaucratique de Novotny. Placé sur la défensive par les critiques combinées des économistes et des intellectuels, celui ci répond avec le seul moyen qu'il connût: la répression. Le Comité central multiplie les avertissements, une violente campagne est lancée contre l'intelligentsia, certaines publications sont interdites. Enfin, le 1er janvier 1967, une loi très stricte renforçant la censure est promulguée. Loin d'avoir l'effet escompté, cette attitude va radicaliser les exigences des intellectuels et unir ceux-ci et les libéraux au sein de la direction du PCT.

CHANGEMENT À LA DIRECTION DU PARTI

Le plénum du Comité central qui se réunit fin décembre 1967, début janvier 1968, devait se prononcer sur le cumul des fonctions. Mais personne n'était dupe, l'enjeu principal était la réforme et la bataille pour la direction du parti, instrument essentiel aux yeux de tous pour mener à bien une réforme. Face aux violentes attaques dont il est l'objet, Novotny se démet de son poste de secrétaire, espérant rallier une majorité de conservateurs par ce geste tactique. Mais la manœuvre échoue et, le 5 janvier, le Comité central accepte la démission de Novotny et nomme Alexandre Dubcek à la tête du PCT. Novotny demeure président de la République et, surtout, ses partisans restent très nombreux au sein des instances dirigeantes du PCT. Rien, dans l'issue de ce plénum, ne laissait entrevoir ce qui allait se dérouler au cours des mois suivants. Il s'agissait d'une révolution de palais coutumière des régimes bureaucratiques. On n'en a de meilleur signe que la réaction de Brejnev qui, appelé à la rescousse par Novotny à Prague début décembre, s'était contenté de dire «ce sont vos affaires», mais qui s'arrêta sur le chemin de son retour, à Bratislava, pour jauger le possible nouveau secrétaire: Dubcek.

LA PAROLE SE LIBÈRE

La nouvelle direction du PCT n'envisageait pas d'introduire de changements radicaux au lendemain de sa victoire. Elle entendait transformer le parti graduellement et de l'intérieur, utilisant les intellectuels pour secouer un peu l'appareil conservateur. Au terme de ce processus graduel, un congrès, fin 1969 ou début 1970, devait institutionnaliser les changements opérés. Cependant, en accord avec ses conceptions, elle devait laisser s'ouvrir le débat sur les problèmes du pays. Et il s'ouvrit largement. L'hebdomadaire de l'Union des écrivains, placé à la pointe du débat, s'est vendu à plus de 500 000 exemplaires au début de cette année 68. La presse, dans son sillage, la télévision, allaient se faire les porte-paroles des questions, craintes et espoirs de toute la population. Malgré elle, la nouvelle direction réformiste allait être amenée à affronter les conservateurs, lorsqu'on apprit que Novotny voyant sa cause perdue début janvier 68, avait tenté d'organiser un putsch militaire. Lors de meetings de masse, les dirigeants purent se rendre compte que la population, quoique les soutenant, exigeait les changements promis. Les syndicats voulaient le rétablissement du droit de grève, les étudiants créaient un Parlement étudiant indépendant, des clubs se formaient... jusqu'aux censeurs qui se prononçaient pour l'abolition de la censure! Face à cette pression populaire, le 21 mars 1968, Novotny démissionnait et était remplacé par Svoboda à la présidence de la République. Pourtant Dubcek et ses amis étaient bien conscients que le problème allait au-delà de la personnalité de Novotny. La dynamique du mouvement de masse débordait les frontières qu'ils avaient fixées. Elle risquait de mettre en cause leur plan de transformation graduelle, par le haut, du parti et de la société.

DR.

LE MOUVEMENT DE MASSE SE DÉVELOPPE

Dubceck est pris en tenaille entre un comité central où les conservateurs sont puissants et une opinion publique très en avance sur lui. Il esquisse un compromis, en donnant des gages à tout le monde. Comme souvent, ce compromis ne satisfait personne. Les conservateurs bloquent la mise en pratique du programme d'action promis, pourtant modéré; quant aux intellectuels et à la population, ils voient le maintien en place de l'appareil conservateur et insistent pour un congrès extraordinaire destiné à changer toute la direction. Dubceck avait nommé un nouveau Premier ministre, Cernik. Ce dernier va appliquer un large programme de libéralisation: loi sur le droit de réunion et d'association, sur la liberté de presse, la liberté de voyager, loi sur les réhabilitations et indemnités, l'indépendance de la magistrature, délimitation précise des compétences du ministère de l'Intérieur, loi sur les Conseils ouvriers. Nombre de ces mesures vont être mises à profit pour accélérer et amplifier le débat sur les transformations nécessaires. Au sein même de la direction d'après janvier, des divisions apparaissent. Face au blocage des conservateurs, un groupe prend des positions plus radicales qui rencontrent un écho grandissant au sein de la classe ouvrière. Les conférences régionales du parti, qui se déroulent fin avril, sont très nombreuses à exiger la convocation d'un congrès extraordinaire. Il est finalement décidé que celui-si se tienne début septembre.

L'opinion publique continue à évoluer très vite. Pour une partie de l'intelligentsia, il faut certes saluer les initiatives prises par la direction depuis janvier, mais se méfier des dirigeants. La meilleure façon de ne pas se faire berner consiste donc à prendre la direction de la lutte pour la transformation de

la société. Un texte «les deux mille mots», se fera l'écho de cette volonté. Il traduisait les frustrations d'une partie de la société devant les tergiversations de Dubceck et son équipe.

UN PRÉTEXTE POUR L'OFFENSIVE DES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE

Ce texte, qui appelait la population à prendre ses affaires et sa destinée en mains, sera avant tout le prétexte avancé par les «pays frères» pour apporter leur aide «internationaliste» au parti tchécoslovaque menacé par «l'offensive des forces contre révolutionnaires». Car l'attitude de l'URSS du début de l'année, qui observait au départ sans inquiétude l'évolution du pays, va changer dès le mois de mars, face à l'essor du mouvement de masse. Le débat libre qui se déroule dans le pays, la sensibilité des dirigeants d'après janvier à la pression de la base, vont alarmer l'URSS, pour qui il n'était pas question de perdre le contrôle du PCT. Or, les élections prévues en septembre pouvaient entraîner un parti plus indépendant de l'URSS, ce qui était plus que probable.

Début juillet, l'URSS, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie et la Bulgarie envoient une lettre au Présidium du PCT exprimant leur inquiétude face à l'évolution de la situation. Le Présidium se dit favorable à des réunions bilatérales avec les partis frères pour les informer de la situation, mais les Cinq veulent faire «comparaître» la direction tchécoslovaque devant eux, espérant pouvoir ainsi utiliser les divisions qui existent en son sein. Le Présidium refuse de les rencontrer. Les Cinq se réunissent malgré tout à Varsovie les 14 et 15 juillet et envoient une lettre à Prague dans laquelle ils attirent l'attention des dirigeants du PCT sur «l'offensive menée par la réaction avec l'appui de l'impérialisme contre le parti et les bases du régime socialiste»… Ils expriment leur méfiance à l'égard des dirigeants de Prague qui ne voient pas ces dangers et dénoncent la présence de contre-révolutionnaires au sein même de la direction du PCT. La situation est tellement grave qu'elle n'est plus du seul ressort du PCT et exige l'intervention de toute la «communauté socialiste».

Le Présidium tchécoslovaque, dans sa réponse, rejette les accusations et défend la ligne suivie depuis janvier. Un vaste mouvement se développe dans le pays contre ce qui est vu comme une ingérence intolérable. La lettre du Présidium est adoptée par toutes les instances du parti et les organisations de masse. La préparation du congrès se poursuit selon le calendrier prévu. Début juillet, les délégués avaient été élus par les congrès régionaux. Plus de 80% se plaçaient parmi les progressistes (dont 10% étaient considérés comme «radicaux»). C'en était trop pour l'URSS. Des mouvements inhabituels des troupes du Pacte de Varsovie sont alors signalées fin juillet.

Jusqu'au bout, cependant, Dubcek espérera concilier ce qui était inconciliable dans le monde bureaucratique: la démocratisation et le «rôle dirigeant», le monopole du parti, l'indépendance nationale et l'acceptation d'une subordination aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Il aura ainsi, à la fois, suscité les espoirs des travailleurs tchécoslovaques et laissé la porte ouverte à ceux dont le seul but était de les écraser. Ce qu'ils firent en entrant à Prague le 21 août 1968.

L'invasion militaire soviétique de la Tchécoslovaquie, par son aspect massif, cherchait à étourdir la population, à la paralyser. Dans la mesure où aucun secteur de l'armée tchécoslovaque n'engagerait la résistance et où les masses n'avaient pas conquis, au cours de leur lutte précédente, les moyens d'autodéfense, il était peu probable qu'un affrontement «à la hongroise» se produise. Donc, pour les Soviétiques, il s'agissait, dans une première phase, d'utiliser la présence des troupes pour rétablir le contrôle bureaucratique sur les institutions politiques afin que, dans une seconde phase, ces institutions puissent vaincre le mouvement populaire. La direction Dubcek du PCT allait, hélas, se montrer un instrument docile pour mener à bien ce projet.

L'ENLÈVEMENT DE LA DIRECTION DU PCT

La tâche des Soviétiques n'était pas aisée. Ils ne voulaient pas une solution purement militaire. Ils voulaient utiliser la pression militaire pour «résoudre» politiquement la crise. Il leur fallait rétablir une légalité pour un Parti communiste tchécoslovaque aux ordres. Mais avec qui? Novotny était par trop déconsidéré, comme bien des conservateurs. Il ne restait que l'équipe de Dubcek: c'est à elle qu'il reviendrait de défaire le mouvement qu'elle avait suscité. Les dirigeants du Printemps de Prague furent donc emmenés à Moscou et mis à rude épreuve, comme l'a bien raconté l'un des participants, Zdenek Mlynar, dans ses mémoires. Ce n'est pourtant pas ces pressions qui expliquent avant tout leur capitulation et leur signature du protocole de Moscou, qui accepte le «stationnement temporaire» des troupes du Pacte de Varsovie sur le territoire de la République tchécoslovaque. La cause principale de cette reddition réside dans la conception dubcékienne, dans son attachement prioritaire aux intérêts de l'appareil bureaucratique du PCT et du «mouvement communiste international», soumis au pouvoir du Kremlin, qui prennent le pas sur les intérêts des masses populaires de Tchécoslovaquie. Certes, le PCT avait des divergences avec Moscou, mais elles étaient aux yeux de Dubcek et des siens d'ordre tactique et ces derniers n'avaient jamais envisagé qu'elles puissent déboucher sur une rupture. C'est pourquoi à aucun moment il n'envisagera de répudier le protocole de Moscou et de s'appuyer sur le mouvement de résistance qui regroupait l'écrasante majorité de la population tchécoslovaque.

Dès l'annonce de l'invasion, la direction du parti de Prague avait pris l'initiative, lançant un appel à la résistance pacifique et à la fraternisation avec les soldats, créant un réseau de communication par la radio et la télévision et convoquant la réunion immédiate du XIV[e] congrès du PCT dans l'usine CKD de Prague. La légitimité de ce congrès ne faisait aucun doute, plus des deux-tiers des délégués élus étaient présents. Ils adoptèrent une résolution condamnant l'invasion, demandant la libération des dirigeants emmenés à Moscou et procédèrent à l'élection d'un nouveau Comité central. Il est remarquable de noter qu'aucun des conservateurs présents au congrès ne voulut assumer la responsabilité de l'invasion en votant contre la résolution.

DR.

MANIFESTATIONS ET AUTO-ORGANISATION

Dès l'annonce de la signature du protocole de Moscou, le 27 août, le nouveau Comité central le rejeta. Mais la direction dubcékienne, de retour à Prague, déclara ce congrès nul et non avenu et restaura le Comité central de 1966, en y adjoignant malgré tout, certains des membres élus le 22 août. Ceux-ci, noyés dans la masse des conservateurs, n'avaient aucune chance d'influencer les événements même s'ils n'hésitèrent pas, malgré les pressions, à s'élever contre l'occupation, lors de la réunion du CC du 31 août 1968. Le résultat immédiat de ce Comité central fut de mettre un frein à la mobilisation de masse, car il n'y avait d'autre autorité que celle de la direction Dubcek. Dans la population, une attitude attentiste prévalut en septembre et début octobre, dans l'espoir que Dubcek réussisse quand même à sauver l'essentiel des réformes du Printemps. Sans toutefois se reposer uniquement sur le gouvernement. C'est au cours de cette période en effet que l'auto-organisation des masses a fait un saut qualitatif, avant tout par l'élection des conseils ouvriers dans toutes les entreprises. Cette élection avait été prévue par la loi sur les Conseils ouvriers mais elle prenait dorénavant une dimension directement politique qu'elle n'aurait probablement pas eue dans d'autres circonstances. De même les étudiants renforçaient leurs organisations indépendantes.

Bien vite, les timides espoirs placés dans la direction dubcékienne de l'après-invasion commencèrent à se dissiper. Fin octobre, les manifestations reprirent. Le 28, jour du cinquantième anniversaire de la création de l'État tchécoslovaque, des milliers de manifestants défilent dans Prague en exigeant le départ des troupes soviétiques. Les manifestations sont encore plus fortes les 6 et 7 novembre lors des célébrations officielles. Réponse du pouvoir: les trois journaux les plus en pointe dans la résistance sont interdits. Les étudiants furent les premiers à comprendre qu'il était nécessaire de relancer l'action contre l'occupation et de mettre en place une direction indépendante de l'équipe dubcékienne. Ils décidèrent de prendre l'initiative à la veille du Comité central de novembre qui était considéré comme un test des intentions réelles des dirigeants du PCT. Ils créèrent un comité d'action, représentant toutes les facultés, qui se transformera en décembre en Parlement étudiant. Le comité d'action appela à une manifestation le 17 novembre. Elle fut interdite et immédiatement transformée en occupation des facultés et des lycées durant deux jours dans tout le pays.

Moscou 18 000 kilomètres DR

LA RÉSISTANCE ÉTUDIANTE ET OUVRIÈRE

Les étudiants éditent une lettre *«aux camarades ouvriers et paysans»*, les invitant à les rejoindre dans la lutte. Le texte n'avait rien de remarquable sinon le fait d'exister, d'exprimer tout haut la lassitude face aux manœuvres de la direction Dubcek qui commençait à se répandre parmi les travailleurs. La lettre fut, en fait, le signal d'une relance des activités des organisations de masse. Elle fut télexée d'usine en usine. Les étudiants furent invités à prendre la parole dans les ateliers; des délégations ouvrières se rendirent dans les universités occupées. De nombreuses usines s'engagèrent à faire grève si les étudiants étaient attaqués. L'assemblée des ouvriers de l'usine Skoda de Pilsen se prononça pour l'élection d'une nouvelle direction qui *«s'engage à appliquer le processus de démocratisation politique et organisationnelle»*, les 22 000 ouvriers des aciéries de Kladno exigèrent la démission des dirigeants opposés à la démocratisation. Des prises de position similaires furent adoptées par les mineurs d'Ostrava, les ouvriers de l'usine CKD de Prague. Ces derniers firent même une grève préventive le 22 novembre lorsque les étudiants de Prague défièrent l'ordre d'évacuation que leur avait donné la police. La communauté intellectuelle s'investit elle aussi totalement dans le mouvement.

LA RÉPRESSION MENÉE PAR DUBCECK

C'est face à ce mouvement que la direction Dubcek mit elle-même fin à tous les espoirs qu'elle aurait pu susciter: elle renforça la présence policière à Prague, décida la censure de toutes les informations sur la grève étudiante et lança une campagne de dénonciations des «irresponsables» qui l'animaient. Une coordination essaya de se mettre en place entre des étudiants et des syndicalistes et fonctionna jusqu'au printemps 69. Il manqua cependant, face aux énormes enjeux, une véritable direction. Malgré l'activité de résistance remarquable de nombreux communistes de gauche, ils ne réussiront pas, dans les conditions de clandestinité d'après le 21 août, à mettre en place une telle direction. C'est ce qui permettra, tout autant que la capitulation de Dubcek, la victoire de la normalisation au long de l'année 1969. Le suicide par le feu de Jan Palach le 16 janvier 1969, allait symboliquement signer cette démoralisation, malgré les 100 000 personnes qui manifestèrent dès le 21 janvier à la suite de cet acte. Ils furent un million le 25 janvier, lors de ses funérailles.

«DÉMISSION» DE DUBCEK

Fin février, Dubcek déclarait devant une assemblée de miliciens: *«Nous avons réussi à surmonter la phase la plus aiguë de la crise de janvier»*. Il avait raison. Il n'était désormais plus d'aucune utilité pour les occupants. Le 28 mars, un vendredi, l'équipe de hockey tchécoslovaque infligera une défaite — 4 à 3 — à l'équipe d'URSS. Les manifestations se multiplient dans les villes… contre l'occupation. Le Kremlin va dès lors mettre en place la seconde partie de l'intervention: des généraux démissionnent Dubcek. Ce dernier sera envoyé comme ambassadeur en Turquie… où il se taira. Rappelé en janvier 1970, il sera expulsé du parti. Le fidèle est remercié.

Il a fallu des centaines de milliers d'expulsions du Parti, de licenciements, le chantage aux études des enfants, l'exil forcé, l'emprisonnement, pour défaire le mouvement de masse. La normalisation à l'ombre des chars soviétiques se fit aussi en opérant des concessions au plan économique, avant tout dans le domaine des biens de consommation. À la différence de la Pologne des années 1980, la Tchécoslovaquie des années 1970 connut une croissance relative. ❑

(1) Slansky, dirigeant du PCT est arrêté en novembre 1951, accusé de titisme; il sera pendu en décembre 1952. Lire à ce propos le livre L'aveu, d'Arthur London.

IL Y A CENT ANS, DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

L'instauration de la « Terreur rouge »

Mise en œuvre dès le mois de juillet à Petrograd (Saint-Pétersbourg), à Moscou et dans d'autres villes, la « Terreur rouge » a été officialisée à l'échelle de toute la Russie par un décret en date du 5 septembre 1918 du Comité exécutif central des soviets, appelant à « isoler les ennemis de classe de la République soviétique dans des camps de concentration et à fusiller sur le champ tout individu impliqué dans des organisations de Gardes Blancs, des insurrections ou des émeutes. » Dans quelles conditions, pourquoi, et quelles en ont été les conséquences ?

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

En mai 1918, quand la guerre civile se généralise avec la révolte de la légion tchécoslovaque le long de la Volga, la situation du jeune État soviétique devient extrêmement critique. Un coup supplémentaire lui est porté début juillet, lorsque les SR de gauche assassinent l'ambassadeur d'Allemagne, von Mirbach et s'insurgent dans le même temps, à Moscou, contre le gouvernement bolchevique, en espérant forcer de cette manière l'annulation du traité de Brest-Litovsk et la reprise de la guerre avec l'Allemagne [1].

Ces actes, qui traduisent la permanence de leurs vieilles conceptions terroristes et substitutistes, provoque en retour l'exclusion des SR de gauche des nombreux postes de responsabilité qu'ils continuaient d'occuper – en mars, lors de la signature du traité, ils n'étaient sortis que du gouvernement – et bientôt des soviets eux-mêmes, avant que n'intervienne leur quasi mise hors-la-loi. Les bolcheviks se retrouvent alors totalement seuls au pouvoir, leurs plus éminents dirigeants ne tardant pas à théoriser cette situation en soulignant la nécessité de « la dictature d'un seul parti ».

L'intensification de la guerre civile et celle, concomitante, des ingérences et des premières interventions impérialistes, provoquent de nouvelles pénuries et aggravent de façon générale la situation économique. Nombre d'usines tournent au ralenti ou ferment, le chômage des ouvriers croît vertigineusement. De même pour l'antagonisme entre les villes et les campagnes, où les paysans même peu aisés retiennent leur production dans l'attente de meilleures conditions de vente. En réaction, les bolcheviks lancent une politique de réquisition, imposée au bout du fusil par des détachements ouvriers alliés à des comités de pauvres des campagnes. La progression des armées blanches s'accompagne d'une répression impitoyable envers les militants bolcheviques des zones occupées, plus largement les militants ouvriers actifs au sein des soviets, mais aussi la population juive qui est assimilée au bolchevisme. Le chiffre de 100 000 victimes est avancé pour l'ensemble des pogromes anti-juifs perpétrés au sud de la Russie et en Ukraine.

Lors de son congrès national tenu en mai 1918 à Moscou, le parti SR de droite appelle à *« renverser la dictature bolchevique et établir un gouvernement fondé sur le suffrage universel et prêt à accepter l'aide alliée dans la guerre contre l'Allemagne »*. Financés et conseillés par le Royaume-Uni et la France, les SR de droite s'allient à la contre-révolution sur la plupart des fronts de la guerre civile. Ils sont, ainsi que les mencheviks (qui dans leur grande majorité s'en tiennent pourtant à une opposition légale et pacifique), exclus du Conseil exécutif central des soviets par un décret du 14 juillet 1918, qui dénonce leur association avec *« des contre-révolutionnaires notoires [...] en vue d'organiser des attaques armées contre les ouvriers et les paysans »*.

Troupes de la légion tchécoslovaque en 1918.

DÉCLENCHEMENT ET RÉALITÉ DE LA TERREUR ROUGE

Dès les lendemains de la révolution d'Octobre, les dirigeants bolcheviques ont multiplié les avertissements. Après la tentative de contre-insurrection menée en novembre par les élèves-officiers de Petrograd, Trotsky prononce devant le congrès des soviets paysans les mots passés à la postérité : *« Nous n'entrerons pas au royaume du socialisme en gants blancs sur un parquet ciré »*. Début 1918, face à la crise du ravitaillement, Lénine affirme que *« jusqu'à ce que nous pratiquions la terreur – l'exécution immédiate – à l'égard des spéculateurs, nous n'arriverons à rien »*. À partir du mois de mars, on voit se multiplier les appels à exercer la terreur au moyen de prises d'otages et d'exécutions sommaires, voire d'actes incontrôlés de justice de rue. Mais hors ces derniers, sporadiques et au nombre limité, la répression se maintient jusqu'au mois de juin à un niveau remarquablement modéré, malgré le développement de la contre-révolution et les crimes des armées blanches.

Tout change cependant par la suite. Selon le vice-président de la Tchéka (voir ci-après), le bolchevik Jacques Peters, il n'aurait été procédé qu'à 22 exécutions dans les six premiers mois de 1918, mais ce nombre serait passé à 6000 au cours du deuxième semestre de la même année. La Terreur rouge répond à l'intensification de la guerre civile, aux premiers débarquements de troupes impérialistes à Vladivostok et Mourmansk, aux actions terroristes perpétrées le plus souvent par des militants ou sympathisants SR de droite, ainsi qu'à l'isolement croissant du nouveau pouvoir, produit de l'accumulation des difficultés et des crises.

Moïse Goldstein, dit V. Volodarski, jeune dirigeant bolchevique très populaire à Petrograd, est assassiné dès le 20 juin. En tant que commissaire à la presse, la propagande et l'agitation du soviet de Petrograd puis de la grande région du nord-ouest, il s'était signalé par sa modération, en défendant notamment le droit de parution de journaux d'opposition pour autant que ceux-ci n'appelaient pas à la violence contre le pouvoir des soviets. Le 30 août c'est Moïse Ouristki, lui aussi un modéré, qui tombe à son tour, victime d'un attentat. Membre du comité central, chef de la Tchéka de Petrograd, Ouritski s'était opposé à la justice de rue comme aux exécutions sommaires, non décidées par un tribunal. Le même jour, Lénine est lui-même atteint de deux balles de révolver – l'une sera à l'origine des attaques qui le frapperont en 1922, provoquant sa paralysie puis sa mort deux années plus tard.

Au lendemain de l'assassinat d'Ouritski et de l'attentat contre Lénine, le comité (direction locale) bolchevique de Petrograd lance le mot d'ordre *« Sang pour sang » : près de 800 « contre-révolutionnaires », « gardes blancs »* et *« otages »* sont alors exécutés à Petrograd et à Cronstadt.

Pas plus que pour la Terreur blanche, il n'existe d'estimation fiable et reconnue du nombre des morts occasionnées par la Terreur rouge. La plupart des historiens le situent à quelques dizaines de milliers, les plus hostiles allant jusqu'à 150 000 voire 200 000. Dans tous les cas, si les bolcheviks ont été les seuls à assumer l'usage de la terreur en la sanctionnant par un décret gouvernemental, il faut souligner que cette arme a été largement utilisée par toutes les forces en présence : armées blanches mais aussi armées vertes (paysannes), ainsi qu'indépendantistes ukrainiens et troupes « anarchistes » de Makhno, et même les mencheviks de Géorgie, à la tête de cette république de 1918 à 1921.

Par ailleurs, le nombre des tués sous la Terreur rouge doit être mis en relation avec celui de l'ensemble des morts de la guerre civile : plus de 4,5 millions, tués au combat ou exécutés mais aussi victimes de la famine et des épidémies (typhus, choléra) [2]. Sans compter les 3,3 millions d'habitantEs de l'empire russe, militaires et civils, victimes de la guerre impérialiste depuis août 1914.

BUTS ET RÉALITÉS DE LA TCHÉKA

Le principal vecteur et organisateur de la Terreur rouge a été la Tchéka, « Commission extraordinaire pan-russe pour combattre la contre-révolution et le sabotage », créée le 20 décembre 1917 par décret du Conseil des commissaires du peuple (gouvernement). Présidée par Félix Dzerjinski, membre du comité central bolchevique, elle n'est en principe qu'un département spécialisé, dépendant du gouvernement et du Comité central exécutif des soviets, et placé sous leur contrôle. Mais à partir de mars 1918, quand les instances du pouvoir central sont transférées de Petrograd à Moscou, la Tchéka – dont les services centraux s'installent au siège d'une ancienne compagnie d'assurances, place Loubianka – devient de plus en plus autonome et puissante.

À l'appel de la Tchéka pan-russe, des tchékas locales se créent alors dans les villes – à commencer par Petrograd au mois de mars –, districts et régions. Elles s'émancipent assez vite de tout contrôle des soviets et des tribunaux révolutionnaires. La plupart disposent d'une large autonomie locale, ce qui conduit à une grande variété d'attitudes et de pratiques, mais peu à peu se forme un appareil de répression national et centralisé. De 600 au mois de mars 1918, les effectifs de la Tchéka passent à 40 000 à la fin de cette année, et à plus de 200 000 lorsque la guerre civile se termine, en 1921.

Le bolchevik Michel Latsis, ancien membre du Comité militaire révolutionnaire (organisateur de l'insurrection d'Octobre) et l'un des dirigeants de la Tchéka de Petrograd, avant de devenir le responsable de cette organisation en Ukraine, en décrivait ainsi, fin 1918, les tâches et objectifs : *« La Commission extraordinaire n'est ni une commission d'enquête, ni un tribunal. C'est un organe de combat dont l'action se situe sur le front intérieur de la guerre civile. Il ne juge pas l'ennemi : il le frappe. Nous ne faisons pas la guerre contre des personnes en particulier. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas, dans l'enquête, des documents et des preuves sur ce que l'accusé a fait, en acte et en paroles, contre le pouvoir soviétique. La première question que vous devez lui poser, c'est à quelle classe il appartient, quelle est son origine, son éducation, son instruction et sa profession. Ce sont ces questions qui doivent décider de son sort. Voilà la signification et l'essence de la Terreur rouge. »*

Mais très vite, la Tchéka vise également des secteurs des classes populaires, ainsi que des courants ouvriers et paysans – anarchistes, SR de gauche, mencheviks. Dès 1918, les communautés paysannes qui résistent aux réquisitions subissent arrestations, fusillades et parfois bombardements. Les mili-

tants ouvriers qui prennent la tête de grèves pour les salaires ou les conditions de travail sont licenciés, emprisonnés ou déportés, dans certains cas exécutés.

À Petrograd, en septembre-octobre 1918, la révolte des « rappelés » de la 2e flotte de la Baltique, arrachés à leur champ ou à leur usine pour se retrouver confinés dans des conditions de casernement indignes, est réprimée par le feu. Onze de ces marins, considérés comme les leaders du mouvement, membres ou proches des SR de gauche, sont exécutés. L'équipage du croiseur de bataille *Petropavlosk*, qui avait pourtant condamné cette rébellion, proteste alors contre *« le massacre brutal [...] d'authentiques prolétaires qui, du fait de conditions de famine absolument et véritablement terribles, n'ont rien fait d'autre que de participer à une émeute de la faim qui a été ensuite qualifiée d'insurrection antisoviétique. »* Alexander Rabinowitch estime dans le même temps que *« leur insurrection manquée a préfiguré la révolte de Cronstadt de mars 1921 »* [3].

Une autre réalité, rien moins que secondaire, est que les rangs de la Tchéka se trouvent rapidement infestés d'aventuriers et de corrompus, de pervers et de gangsters – au côté de militants au dévouement exemplaire. Des cas de torture et d'atrocités sont rapportés. Certains sont dénoncés dans la presse bolchevique de l'époque – mais sans véritable effet. Il a été dit que Dzerjinski, dans un moment dépressif ou mélancolique, aurait déclaré à Lénine que les tâches de la Tchéka *« ne peuvent être accomplies que par des saints ou des scélérats [...]. Mais les saints s'enfuient et me laissent seul avec les scélérats. »* [4] Comme l'exprime le dicton italien, « si ce n'est pas vrai, en tout cas c'est bien trouvé ».

« LA TERREUR DÉMORALISE »

La violence révolutionnaire et en ce sens, si l'on veut, la « terreur », est indissociable de toute véritable révolution. On ne peut répondre uniquement par des discours à la violence des classes possédantes, nationales et internationales, qui utilisent toujours tous les moyens à leur disposition pour retrouver ou préserver leur pouvoir et leurs privilèges. Et sauf à laisser libre cours à tout type de déchaînements incontrôlés, cette violence doit nécessairement être organisée et contrôlée par le pouvoir politique révolutionnaire. Le professeur Edward Hallet Carr, qui n'était pas un bolchevik ni même un socialiste, en convenait quand il indiquait, à propos des mesures prises dans la foulée d'Octobre : *« Au moment critique d'une dure bataille, on peut difficilement considérer la constitution de ces organes comme exceptionnelle [...]. Le danger militaire rendait essentielle la mise en ordre du chaos intérieur. »* [5] Mais faire ce constat n'exonère pas d'un examen des contenus et des formes que les premiers dirigeants soviétiques ont donné à la violence d'État.

Parmi les acteurs de la révolution et de l'épopée bolchevique, c'est Victor Serge qui a formulé la critique la plus tranchante du fonctionnement et de l'action de la Tchéka. Dans son texte *À trente ans de la révolution russe*, il reconnaît au *« comité central de Lénine quelques circonstances atténuantes sérieuses »* : *« La jeune république vivait sous des périls mortels. Son indulgence envers des généraux tels que Krasnov et Kornilov devait lui coûter des flots de sang. L'ancien régime avait maintes fois usé de la terreur. L'initiative de la terreur avait été prise par les Blancs, dès novembre 1917, par le massacre des ouvriers de l'arsenal du Kremlin ; et reprise par les réactionnaires finlandais dans les premiers mois de 1918, sur la plus large échelle, avant que la "terreur rouge" n'ait été proclamée en Russie. Les guerres sociales du 19e siècle, depuis les journées de juin 1848 à Paris et la Commune de Paris en 1871, avaient été caractérisées par l'extermination en masse des prolétaires vaincus. Les révolutionnaires russes savaient ce qui les attendait en cas de défaite. »* [6]

Mais son jugement n'en est pas moins sévère : *« L'erreur la plus incompréhensible – parce qu'elle a été délibérée – que ces socialistes si pénétrés de connaissances historiques commirent, ce fut de créer la commission extraordinaire de répression de la contre-révolution, de la spéculation, de l'espionnage, de la désertion, devenue par abréviation la Tchéka, qui jugeait les accusés et les simples suspects sans les entendre ni les voir, sans leur accorder par conséquent aucune possibilité de défense [...], prononçait ses arrêts en secret et procédait de même aux exécutions. Qu'était-ce si ce n'était une Inquisition ? L'état de siège ne va pas sans rigueur, une âpre guerre civile ne va pas sans mesures extraordinaires, sans doute ; mais appartenait-il à des socialistes d'oublier que la publicité des procès est la seule garantie véritable contre l'arbitraire et la corruption et de rétrograder ainsi au-delà des procédures expéditives de Fouquier-Tinville ? L'erreur et la faute sont patentes, les conséquences en ont été effroyables puisque le Guépéou, c'est-à-dire la Tchéka, amplifiée sous un nom nouveau, a fini par exterminer la génération révolutionnaire bolchevique tout entière. »* [7]

Une autre critique virulente a été portée par Rosa Luxemburg dans son texte de septembre 1918, La révolution russe. Sa condamnation des restrictions puis de la suppression des libertés démocratiques se double de celle des méthodes de répression : *« Un tel état de choses doit provoquer nécessairement un ensauvagement de la vie publique : attentats, fusillades d'otages, etc. » ; « la seule voie qui [...] conduise [au socialisme], c'est l'école même de la vie publique, la démocratie la plus large et la plus illimitée, l'opinion publique »* ; à l'inverse, *« c'est justement la terreur qui démoralise »*, en provoquant dans les masses démoralisation et apathie [8].

Dirigeants de la Tchéka pan-russe en 1919. Au centre, de profil, Félix Dzerjinski.

La Terreur rouge et la Tchéka n'ont certes pas été les responsables de la défaite de la révolution sous l'action de ses « contre-révolutionnaires de l'intérieur », les bureaucrates staliniens – les causes ont été bien plus profondes. Mais leur œuvre en a été indiscutablement facilitée.

RÉVOLUTION BOURGEOISE ET RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Si les décisions et mesures répressives prises par les bolcheviks ont été le plus souvent déterminées par les urgences de la guerre civile et des agressions impérialistes, ils leur ont néanmoins donné une justification théorique, qu'ils ont trouvée dans les révolutions bourgeoises – en particulier la Révolution française – accomplies au cours des deux siècles précédents. La « Terreur » décrétée par la Convention nationale le 5 septembre 1793 a ainsi servi de référent direct et immédiat à la « Terreur rouge » proclamée en Russie, 125 ans après jour pour jour.

Parmi de nombreux autres textes de même type, Lénine écrivait, dans sa *Lettre aux ouvriers américains* du 20 août 1918 : *« [L]es valets [de la bourgeoisie] nous accusent de terrorisme... Les bourgeois anglais ont oublié 1649 et les Français 1793. La terreur était juste et légitime quand la bourgeoisie l'appliquait en sa faveur contre les féodaux. Elle est monstrueuse et criminelle quand les ouvriers et les paysans pauvres ont osé l'appliquer contre la bourgeoisie ! La terreur était juste et légitime quand elle était appliquée pour substituer une minorité exploiteuse à une autre. Elle est monstrueuse et criminelle dès qu'elle est appliquée pour aider au renversement de toute minorité exploiteuse, dans l'intérêt d'une majorité réellement immense, dans l'intérêt du prolétariat et du semi-prolétariat, de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre ! »* [9]

Trotsky fait le même type de comparaison dans son livre Terrorisme et communisme, écrit en 1921 : *« La révolution classique a engendré le terrorisme classique. Kautsky est prêt à excuser la terreur des Jacobins, en reconnaissant qu'aucune autre mesure ne leur eût permis de sauver la République. Mais nul n'a que faire de cette justification tardive. Pour les Kautsky de la fin du 18e siècle (les leaders des Girondins français), les Jacobins personnifiaient le mal. »* Avant de reprendre à son compte l'interprétation *« d'un des historiens bourgeois français »* du 19e siècle, selon laquelle les Girondins *« voulaient une République légale, libre, généreuse. Les Montagnards voulaient une République despotique et terrible. Les uns et les autres se déclaraient pour la souveraineté du peuple ; mais les Girondins entendaient fort justement, sous le mot peuple, l'ensemble de la population ; tandis que, pour les Montagnards, le peuple n'était que la classe laborieuse ; et dès lors, c'est à ces hommes seuls que devait appartenir le pouvoir »*. Ceci étant interprété par Trotsky comme *« indiquant dans les termes politiques de l'époque [...] l'antithèse entre les paladins chevaleresques de l'Assemblée constituante et les réalisateurs sanguinaires de la dictature prolétarienne. »* [10]

Dans l'un et l'autre cas, les auteurs commettent un anachronisme en analysant une situation d'une époque passée en fonction des données et critères de leur propre époque. Les révolutions bourgeoises « par en bas » (une exception au regard de la grande majorité d'entre elles, réalisées « par en haut » au moyen d'accords entre l'aristocratie et la bourgeoisie) ont certes donné lieu à de grands mouvements paysans et plébéiens, jusqu'à parfois préfigurer sous certains aspects les révolutions prolétariennes ultérieures. Mais leur horizon n'a jamais dépassé l'instauration de la – grande ou petite – propriété privée des moyens de production dans le cadre d'un marché libéré des restrictions et contraintes héritées du féodalisme. C'est au service de cet objectif que Robespierre et les Jacobins, tout en s'efforçant de gagner le soutien du peuple, et par-delà les contradictions qui pouvaient eux-mêmes les traverser, ont mis en œuvre la terreur. Une terreur qu'ils ont d'ailleurs vite retournée contre leurs dissidents et critiques « de gauche » – hébertistes et Enragés –, la même chose exactement valant pour Cromwell à l'encontre des levellers, aile gauche de la « Grande rébellion ».

En réalité, la révolution bourgeoise n'avait nul besoin de l'autodétermination et de la démocratie des plus larges masses, qu'au contraire elle redoutait comme une menace pour la réalisation de ses propres objectifs, consistant à jeter les bases d'un développement capitaliste et à imposer la domination d'une nouvelle classe sociale privilégiée. Tout à l'inverse, la révolution prolétarienne, socialiste, dont le but est le règne de la majorité et en définitive l'abolition de toutes les classes sociales, ne peut aller de l'avant que si les travailleurs et l'ensemble des exploitéEs prennent leurs affaires en main en décidant par eux et elles-mêmes.

C'est à nouveau Rosa Luxemburg qui, quelles qu'aient pu être par ailleurs les faiblesses de l'analyse [11], a eu sur le sujet cette intuition fulgurante :

« La pratique du socialisme exige toute une transformation intellectuelle dans les masses dégradées par des siècles de domination bourgeoise. Instincts sociaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme, qui fait passer par-dessus toutes les souffrances, etc. [...] Lénine dit : l'État bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'État socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. C'est en quelque sorte l'État capitaliste renversé sur la tête. Cette conception simpliste oublie l'essentiel : c'est que si la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une éducation politique des masses populaires, tout au moins au-delà de certaines limites assez étroites, pour la dictature prolétarienne, au contraire, elle est l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut vivre. » [12] ❑

(1) Voir « 3 mars 1918, traité de Brest-Litovsk – Crise et recul de la révolution bolchevique », revue l'Anticapitaliste n° 96, mars 2018. Dans son ouvrage inédit en français, The Bolsheviks in Power – The First Year of Soviet Rule in Petrograd (2007, Indiana University Press), Alexander Rabinowitch affirme que cette décision des SR de gauche a été prise dans une large mesure au vu de fraudes organisées par le parti bolchevique dans l'élection des délégués au 5e congrès des soviets (4 au 10 juillet). Sans cette « fabrication », considère-t-il, les SR de gauche y auraient sans doute bénéficié d'une courte majorité. Voir dans ce livre les pages 287 et suivantes, ainsi que les notes 26 et 28 de la page 442.

(2) Le chiffre de 4,5 millions est celui de la baisse de la population, hors émigration, intervenue dans l'ancien empire des tsars entre 1918 et 1922, selon Jean-Jacques Marie se basant sur plusieurs études d'historiens russes, dans le premier chapitre de son ouvrage La Guerre civile russe (1917-1922), éditions Autrement, 2005.

(3) Rabinowitch, op. cit., respectivement pages 355 et 349.

(4) Cité par George Leggett dans The Cheka : Lenin's Political Police, Oxford University Press, New York, 1981, page 266.

(5) La Révolution bolchevique, tome 1 « La formation de l'URSS », Les éditions de Minuit, 1969, page 162.

(6) https://www.marxists.org/francais/serge/works/1947/07/serge_19470700.htm

(7) Idem.

(8) https://www.marxists.org/francais/luxembur/revo-rus/rrus4.htm

(9) https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/08/vil19180820.htm

(10) https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/t_c/t_c.htm

(11) Voir à ce sujet l'analyse fine, réalisée par Vincent Présumey, des positions développées par Rosa Luxemburg dans La Révolution russe : https://blogs.mediapart.fr/vincent-presumey/blog/290916/le-regard-critique-de-laigle

12 https://www.marxists.org/francais/luxembur/revo-rus/rrus4.htm

Il y a 80 ans, la conférence d'Évian

Déjà le refus d'accueillir les réfugiés

PAR RÉGINE VINON

DR.

Du 6 au 16 juillet 1938 se tint la conférence d'Évian, consacrée au sort des réfugiés juifs fuyant le nazisme. Au total, 32 pays, (dont 20 d'Amérique latine et 9 d'Europe) se réunirent à l'initiative du président des États-Unis, Franklin Roosevelt, à Évian, la Suisse ayant refusé de l'accueillir.

À partir d'avril 1938, les États-Unis voient arriver un afflux de réfugiés juifs d'origine allemande et autrichienne, fuyant les persécutions nazies. Or, leurs quotas d'accueil sont bas : 25 000 pour l'Allemagne et l'Autriche, quotas qui n'ont du reste jamais été atteints. Aux États-Unis, un courant d'opinion demande aux pouvoirs publics qu'une solution soit trouvée à cet exode. C'est pour répartir les exilés entre différents pays que Roosevelt convoqua cette conférence internationale. Dès le départ, il est défini qu'aucun pays participant ne sera obligé d'accueillir des réfugiés. L'Allemagne n'est bien sûr pas invitée, de même que le Portugal de Salazar, mais l'Italie de Mussolini, invitée, refuse par solidarité avec Hitler. L'URSS décline l'invitation, tandis que la Roumanie et la Pologne, qui professe un grand antisémitisme, envoient des observateurs.

Rien ne sortira de cette conférence, à part une coquille vide, appelée Comité intergouvernemental pour les réfugiés (CIR). Les différents pays présents étaient tous pleins de bons sentiments, mais affirmaient la main sur le cœur, que, dans les conditions économiques difficiles de la crise des années 1930, ils ne pouvaient accueillir personne de plus. La déclaration du délégué français Henry Bérenger a un air qui nous paraît bien familier : *« La France est toujours fidèle à sa tradition d'accueil, et continuera de l'être dans la mesure de ses moyens, bien qu'arrivée elle-même au point extrême de saturation. »* L'Australie, plus honnête dans ses déclarations, affirma : *« Nous n'avons pas sur notre territoire de problème racial, nous ne voulons pas en importer un. »* L'Argentine, pays d'immigration s'il en est, proposa d'accueillir des agriculteurs expérimentés, ce que n'étaient bien sûr en aucun cas les juifs allemands et autrichiens. La proposition la plus indécente fut celle du représentant de la République dominicaine, frère du dictateur Trujillo, qui proposa d'accueillir 10 000 juifs contre monnaie sonnante et trébuchante. Pour ajouter à l'ignominie, il ajouta que ces réfugiés feraient contrepoids à la population locale… trop noire ! Cette proposition, intervenant quelques mois après le massacre de milliers d'Haïtiens, n'aura pas de suite. Mais comment ne pas penser au marchandage actuel avec la Turquie, qui a reçu 6 milliards d'euros de l'Union européenne pour retenir les exilés sur son sol ?

Hitler pouvait bien alors triompher au terme de la conférence en déclarant : *« C'était honteux de voir les démocraties dégouliner de pitié pour le peuple juif et rester de marbre quand il s'agit vraiment de les aider »*. Il faut dire qu'en 1938, Hitler voulait se débarrasser des juifs, les faire quitter l'Allemagne et l'Autriche, mais sans un sou, en confisquant tous leurs biens. Les différents pays ont même négocié avec l'Allemagne nazie pour qu'ils laissent partir ces « émigrants involontaires » comme on les a nommés, sans les dépouiller, ce qui faciliterait leur accueil dans d'autres pays.

Il y a 80 ans, à la veille d'une nouvelle guerre mondiale, dans un contexte de montée des dictatures fascistes, les pays dits démocratiques n'ont donc pas voulu ouvrir leurs frontières à des millions de persécutés. Un an plus tard, la France ouvrira même des camps d'internement pour les espagnols anti-fascistes. Aujourd'hui, alors que la guerre ne menace pas les pays occidentaux, qu'il y a des richesses énormes accumulées dans les coffres des capitalistes, on nous explique toujours que l'on ne peut pas accueillir les gens qui en ont besoin…

Pour en savoir plus : le très bon documentaire *Évian 1938, la conférence de la peur,* de Michel Vuillermet, Stéphanie Roussel et Ilios Yannakakis, documentaire de 66' diffusé par France 3 en 2011, primé en 2012. ❑